



## **Baseline Report**

**PRO-PLANTEURS – étude de base / Côte d'Ivoire**  
**Soumise à : GIZ**

---

## Mention légale

<b>Titre</b>	Baseline Report: PRO-PLANTEURS - Etude de base / Côte d'Ivoire
<b>Client</b>	GIZ, Projet PRO-PLANTEURS
<b>Auteurs</b>	Como Consult GmbH Miriam Gyamfi, Nikolaus Roloff
<b>Contact</b>	Como Consult GmbH Winterstraße 4-8 D-22765 Hamburg  Tel. +49 (0)40 / 46 88 48 0 Fax +49 (0)40 / 46 88 48 66 info@como-consult.de www.como-consult.de
<b>Date</b>	Hamburg, Novembre 11.2016

---

# Table des matières

<b>0</b>	<b>Résumé exécutif .....</b>	<b>1</b>
<b>1</b>	<b>Introduction.....</b>	<b>2</b>
1.1	Contexte.....	2
1.2	Structure de l'étude.....	3
<b>2</b>	<b>Méthodologie .....</b>	<b>3</b>
2.1	Revue de la littérature.....	3
2.1.1	Productivité du cacao.....	3
2.1.2	Cacao et nutrition .....	4
2.1.3	Les aspects genre.....	4
2.1.4	Considérations générationnelles.....	5
2.1.5	Les sociétés coopératives.....	5
2.2	Conception de la recherche.....	5
2.2.1	Approche de méthodes mixtes.....	5
2.2.2	Stratégie d'échantillonnage et taille de l'échantillon .....	5
2.2.3	Les questionnaires .....	6
2.2.4	Recherche qualitative – les instruments .....	7
2.3	Coordination de l'étude .....	7
<b>3</b>	<b>Discussion des indicateurs du projet PRO-PLANTEURS .....</b>	<b>8</b>
3.1	Indicateur O1 .....	9
3.2	Indicateur O2 .....	11
3.3	Indicateur O3 .....	13
3.4	Indicateur O4 .....	14
3.5	Indicateur R1.1.....	17
3.6	Indicateur R1.2.....	17
3.7	Indicateur R1.3.....	19
3.8	Indicateur R1.4.....	21
3.9	Indicateur R2.1.....	23
3.10	Indicateur R 2.2 .....	24
3.11	Indicateur R2.3 .....	26
3.12	Indicateur R2.4 .....	26
3.13	Indicateur R2.5 .....	27
3.14	Indicateur R3.1 .....	29
3.15	Indicateur R3.2 .....	30
3.16	Indicateur R3.4 .....	32
3.17	Indicateur R3.5 .....	32
3.18	Indicateur R4.1 .....	33

---

<b>4</b>	<b>Propositions pour un système de pilotage et de suivi .....</b>	<b>34</b>
<b>5</b>	<b>Recommandations supplémentaires au niveau des domaines d'intervention principales.....</b>	<b>34</b>
5.1	Productivité .....	34
5.2	Cacao et nutrition.....	36
5.3	Genre .....	37
5.4	Considérations générationnelles .....	37
<b>6</b>	<b>Conclusion .....</b>	<b>38</b>
<b>7</b>	<b>Annexe.....</b>	<b>39</b>
7.1	Annexe I: Les cartes de les trois régions d'intervention .....	39
7.1.1	Aboisso.....	39
7.1.2	Abengourou.....	40
7.1.3	Agboville.....	41
7.2	Annexe II: Les discussions des groupes focus.....	42
7.3	Annexe III: Documentation des discussions des groupes focus .....	44
7.3.1	Cacao comme société.....	44
7.3.2	Services des coopératives .....	45
7.3.3	Diversification de la production .....	46
7.3.4	Les bonnes pratiques agricoles .....	47
7.3.5	Revenu homme/femme & la consommation des vivriers.....	48
7.3.6	Revenu homme/femme & accès aux postes de responsabilité .....	49
7.4	Annexe IV: Le plan de suivi .....	50
7.5	Annexe V: Les observations du terrain.....	54
7.6	Annexe VI: Présentation de l'étude de base .....	59

---

## Liste des Figures

Figure 1: Revenu moyen de cacao (série de données n° 1) .....	9
Figure 2: Revenu annuel de la diversification (série de données n° 1) .....	12
Figure 3: Les préférences de consommation par groupes d'aliments (série de données n° 2) .....	16
Figure 4: Nombre des sociétés coopératives avec les documents de business .....	18
Figure 5: Nombres des Coopératives avec Certification.....	19
Figure 6: Les femmes dans des positions managériales (série de données n° 3) .....	20
Figure 7: Types d'producteurs (série de données n° 1).....	21
Figure 8: Participation à des formations en BPA (séries de données N° 1 et 2) .....	22
Figure 9: Application des BPA (série de données n° 1).....	23
Figure 10: Prestation de formation sur les BPA (série de données n° 1) .....	25
Figure 11: Structure d'âge des prestataires de services dans l'échantillon (série de données n° 1) ...	26
Figure 12: Distribution des arbres (série de données n° 1) .....	28
Figure 13: Répartition des cultures cultivées (série de données n° 1) .....	29
Figure 14: Pourcentage des répondants ayant indiqué des pénuries alimentaires (Base de données 2) .....	31
Figure 15: Personnes vendant leur production (Base de données 1) .....	32

## Abréviations

AGR	Activités Génératrices de Revenu
ANADER	Agence National d'Appui au Développement Rural
BPA	Bonnes Pratiques Agricoles
CCC	Conseil du Café Cacao
FCFA	Franc CFA Ouest Africain
FIRCA	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles
HH	Household
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
PP	PRO-PLANTEURS
WCF	World Cocoa Foundation, Fondation Mondiale de Cacao
RA	Rainforest Alliance

## 0 Résumé exécutif

La culture de cacao en Côte d'Ivoire assure des revenus à un million de petits producteurs qui exploitent environ deux millions d'hectares. On estime que près de 6 millions de personnes (sur une population totale de 24 millions d'habitants) assurent leurs vies avec des revenus liés au cacao. Ainsi, dans le but de réduire la pauvreté, la culture du cacao s'avère un levier stratégique. Ceci étant, la productivité des cultures de cacao en Côte d'Ivoire est en baisse.

Le projet PRO-PLANTEURS, financé par l'industrie allemande de la confiserie, le gouvernement allemand, la société civile et l'industrie de détail allemandes est mis en œuvre en partenariat avec le gouvernement ivoirien dans le cadre du Conseil du Café – Cacao. L'objectif du projet est d'améliorer les moyens d'existence des familles productrices de cacao résidentes en Côte d'Ivoire.

A ce niveau, l'étude de base a été commandée pour atteindre deux principaux résultats :

1. Etablir un ensemble de données valides et de valeurs cibles des conditions de subsistance des producteurs par sexe et par âge.
2. Donner des orientations à l'égard des options stratégiques du projet PP.

### Méthodologie

En utilisant les listes de membres des 17 coopératives, l'étude a identifié 400 ménages de trois régions de PRO-PLANTEURS pour exécuter 800 enquêtes (deux par ménage).

Des éléments qualitatifs ont été introduits à travers les interviews semi-structurés et des observations du terrain a permis de réaliser une triangulation de différents types de données ajoutant plus de compréhension pour l'analyse de la situation des producteurs.

Avec cette information les valeurs de base et les valeurs cibles sont estimés pour 18 indicateurs qui informent sur la productivité, le statut de la nutrition dans les familles, la relation entre les genres, les structures de l'âge et la fonctionnalité des coopératives.

### Productivité du cacao

Les producteurs produisent en moyenne 323 kg / ha de cacao sec avec une possession

moyenne de 5,81 hectare par interviewé. Comparé à cela, la moyenne asiatique citée est de 500kg / soit 55% plus élevé qu'en Afrique.

L'hypothèse est que la productivité des plantations en Côte d'Ivoire s'augmenterait si les producteurs auraient la connaissance des bonnes pratiques agricoles et la capacité de les appliquer de façon cohérente.

Pendant l'étude, il a été observé que les producteurs n'appliquent généralement pas les bonnes pratiques apprises lors des formations.

Les raisons qui expliquent la non-application des bonnes pratiques agricoles n'est donc pas l'absence de sensibilisation. Les causes seraient plutôt à rechercher dans l'indisponibilité des ressources (financières).

Notons également que les producteurs de cacao sont très diversifiés et 50% de leurs revenus proviennent d'autres cultures diverses, ce qui montre que leurs efforts ne sont que partiellement focalisés sur la production de cacao.

Compte tenu des ressources limitées et d'une faible adaptation aux bonnes pratiques agricoles, apparemment dans toutes les filières, la promotion d'une approche en profondeur plus concise aux différents systèmes de production agricoles devrait être envisagée.

### Cacao et nutrition

Les répondants ont un score nutritionnel suffisant par rapports aux critères définis par la FAO. Bien qu'ils n'aient pas tendance à consommer beaucoup de fruits, œufs et produits laitiers ils mangent, cependant, d'autres groupes alimentaires atteignant ainsi un régime alimentaire assez solide et équilibré.

Néanmoins, il est important de noter que l'enquête a été réalisée en période d'abondance alimentaire. Il a été révélé qu'il existe certaines périodes où les ménages ne mangent pas en quantité et qualité suffisantes.

Il semblerait que le plus gros obstacle à l'équilibre alimentaire tout au long de l'année serait un manque de ressources plutôt qu'un manque de sensibilisation.

### Les aspects genre

Traditionnellement, les femmes produisent le cacao à côté des hommes membres de la famille et partage les charges de travail de manière égale. Cette réalité ne se reflète pas

dans les structures formelles : les femmes ne sont que 12% à être des membres du personnel des coopératives ; ce qui est en relation proportionnelle à leur représentation en tant que membres officiels des coopératives (14%). Cela correspond aux femmes interviewées pendant l'étude qui selon leurs réponses possédaient 15% des terres en production.

Le renforcement du rôle formel des femmes dans le cacao peut commencer par des formations ciblées sur les Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) tout en favorisant également leur considération pour les postes de leaders, producteurs relais. Cependant, sans aborder les questions d'inégalité quant à la propriété foncière, cela sera probablement difficile.

### **Considérations générationnelles**

75% des producteurs de cacao de l'échantillon ont plus de 40 ans. L'accès à la terre est diffi-

cile pour les jeunes producteurs qui y ont seulement accès quand leurs aînés décèdent. Les activités alternatives génératrices de revenus pour les jeunes producteurs se trouvent dans la fourniture de services aux producteurs établis. En s'assurant que la prestation de services de manière rentable nécessite un respect généralisé des obligations de paiement qui à ce jour n'est pas atteint.

### **Les sociétés coopératives**

Les coopératives sont relativement bien organisées et leurs membres satisfaits des services proposés qui vont de la formation des BPA pour le cacao et d'autres cultures à la fourniture de micro-prêts. Soutenir les coopératives afin d'améliorer encore leurs capacités et compétences, et élargir leur gamme de services semble un plan d'action prometteur.

# 1 Introduction

Avec 33% de la production mondiale, la Côte d'Ivoire est le premier exportateur de cacao au monde. Par ailleurs, 40% des exportations de ce pays sont constitués de produits liés au cacao, y compris les fèves de cacao, le beurre et la poudre. La culture de cacao en Côte d'Ivoire assure des revenus à un million de petits producteurs qui exploitent environ deux millions d'hectares. Au total, on estime que près de 6 millions de personnes (sur une population totale de 24 millions d'habitants) assurent leurs vies avec des revenus liés au cacao. Ainsi, dans le but de réduire la pauvreté<sup>1</sup>, la culture du cacao s'avère un levier stratégique pas uniquement pour l'économie du pays mais aussi pour les décideurs politiques.

Ceci étant, la productivité du cacao en Côte d'Ivoire est en baisse continue en raison de plusieurs facteurs, y compris la vétusté du matériel utilisé dans ces cultures, le manque d'application des bonnes pratiques agricoles et la baisse de fertilité des sols. En effet, de nombreuses plantations ont un rendement bien en dessous de leur capacité ne remplissant pas ainsi leur potentiel de réduction de la pauvreté.

Cette étude, se propose d'évaluer les conditions de vie et de revenus des groupes de producteurs dans l'Est de la Côte d'Ivoire afin d'avoir une description de la situation actuelle et des améliorations possibles.

Il sera aussi question de formuler des recommandations relatives aux mesures stratégiques permettant d'améliorer les conditions de vie des petits exploitants agricoles, d'identifier les obstacles en vue de les anticipées et proposer les possibilités de développement des producteurs.

Les résultats de cette étude serviront à orienter le projet PRO-PLANTEURS dans l'élaboration de son système de mesure de performance pour les cinq prochaines années ainsi qu'à définir une base de référence sur la base de laquelle les réalisations et les améliorations apportées par le projet seront, à sa fin, validées.

## 1.1 Contexte

Le projet PRO-PLANTEURS, financé par le Conseil du Café – Cacao de la Côte d'Ivoire, GISCO (Association Allemande pour le Cacao Durable) et deux ministères allemands (BMZ, BMEL) est mis en œuvre par la GIZ en partenariat avec des structures de mise en œuvre. L'objectif du projet est d'améliorer les moyens d'existence des familles productrices de cacao en Côte d'Ivoire.

Quatre objectifs spécifiques ont été identifiés qui sont : 1) Renforcer les capacités techniques, financières et de gestion des sociétés coopératives agricoles, 2) Améliorer la productivité et la qualité du cacao produit et exploité par les bénéficiaires du projet, 3) Diversifier la production de cacao et améliorer l'alimentation des familles et 4) Capitaliser et partager les bonnes pratiques et les leçons apprises.

En outre, tous les aspects sont tenus de promouvoir aussi l'égalité du genre et la participation des jeunes.

Au regard de ces objectifs et valeurs, le projet a identifié un ensemble d'indicateurs spécifiques et des objectifs de performance qu'il veut atteindre avant sa clôture en 2019.

A ce niveau, l'étude de base a été commandée pour atteindre deux principaux résultats :

1. Etablir un ensemble de données valides et de valeurs cibles des conditions de subsistance des producteurs et ce, en ce qui concerne le rendement, les revenus, la nutrition, l'état de la diversification, la participation aux structures du secteur formel ainsi que d'autres éléments ventilés par sexe et par âge.

---

<sup>1</sup> KOUASSI Kouadio Edouard (2015) : INTRODUCTION D'INNOVATIONS EN MILIEU PAYSAN IVOIRIEN : Impact Technique Et Socio-Economique Des Projets De Cacao culture Durable Financés Par Le Conseil Du Café-Cacao A Travers Le FIRCA, page 173



2. Donner des orientations à l'égard des options stratégiques du projet PRO-PLANTEURS. Ainsi les résultats de l'étude devraient servir à soutenir le processus de consolidation et / ou de réalignement du focus et de l'étendue du projet.

## 1.2 Structure de l'étude

Tout en alignant notre recherche sur d'autres notables études de base<sup>2</sup> menées dans le même domaine d'activité, nous avons fixé notre attention, comme prescrit, sur les conditions qui impactent les moyens de subsistance des producteurs sur lesquels le projet PRO-PLANTEURS s'est focalisé. Pour assurer la couverture des quatre domaines d'intervention (le développement organisationnel des coopératives de producteurs de cacao, la productivité du cacao, la qualité et de l'agroforesterie ainsi que la diversification et une alimentation équilibrée), nous avons été guidés de près par la structure du projet, ses activités et ses objectifs tout en couvrant aussi les thématiques liées à l'âge et au genre.

Nous avons choisi d'évaluer, toujours, les questions et les conditions en relation avec les indicateurs; par exemple, là où le projet était intéressé de comprendre le nombre de groupes d'aliments consommés par leurs bénéficiaires sur une journée moyenne, nous avons capturé une partie de l'information nutritionnelle environnante comme par exemple pour la question quels groupes d'aliments spécifiques les consommateurs ont favorisés, et si ceux-ci étaient disponibles pendant toute l'année et s'ils ont été préparés au sein du ménage ou achetés ailleurs. La collecte de ce type d'informations "soft" a servi à compléter les données statistiques par exemple pour les personnes 'consommant quatre groupes d'aliments par jour'. Ainsi la considération de ces multiples facettes nous a donné une image assez complète des producteurs et de leurs conditions de vie dans les communautés ce qui, à son tour, nous a permis de comprendre une partie des corrélations les plus larges entre les résultats.

Le document suivra la structure des indicateurs du projet en regroupant les présentations des résultats autour de chaque indicateur tout en associant, à partir de l'étude, autant d'informations et d'arguments détaillés que nécessaire. Le fait de collecter des informations diversifiées et de différentes sources a servi à renforcer, au mieux possible, l'objectivité et a permis de réaliser une triangulation de différents types de données ajoutant ainsi plus d'angles de vue et de compréhension.

## 2 Méthodologie

### 2.1 Revue de la littérature

Plusieurs études et recherches ont été menées autour de la chaîne de valeur du cacao. Les plus pertinentes et importantes pour le contexte du projet PRO-PLANTEURS sont certainement celles qui ont mis un accent particulier sur un ou plusieurs des quatre domaines d'intervention du projet 1) le développement organisationnel des coopératives de producteurs de cacao, 2) la productivité et la qualité de la culture de cacao, 3) la diversification et nutrition et l'alimentation 4) la capitalisation et le partage des bonnes pratiques et des leçons apprises.

#### 2.1.1 Productivité du cacao

Avec 300-400 kg par hectare, la productivité du cacao en Afrique est en dessous de la moyenne mondiale de 500 kg<sup>3</sup>. La Côte d'Ivoire, produit entre 33% et 41% des fèves de cacao du monde<sup>4</sup> (plusieurs sources annoncent différents volumes<sup>5</sup>) et compte entre 800 milles et un million de producteurs

---

<sup>2</sup> Voir par exemple IGC (2011): "Sustainable Development for Cocoa Farmers in Ghana", Jens Hainmüller, Michael J. Hiscox, Maja Tampe, MIT et Harvard University

<sup>3</sup> WCF, Food Crops in Ghana, Côte d'Ivoire, Nigeria and Cameroon

<sup>4</sup> GIZ (2015), Analyse des chaînes de valeur de la filière cacao en Côte d'Ivoire

<sup>5</sup> Compare KOUASSI Kouadio Edouard (2015) : INTRODUCTION D'INNOVATIONS EN MILIEU PAYSAN IVOIRIEN : Impact Technique Et Socio-Economique Des Projets De Cacao culture Durable Financés Par Le Conseil Du Café-Cacao A Travers Le FIRCA, page 173 and GIZ (2015), Analyse des chaînes de valeur de la filière cacao en Côte d'Ivoire

actifs dans la chaîne de valeur du cacao dont bon nombre sont des producteurs individuels qui opèrent de façon indépendante et vendent à des intermédiaires. Les autres sont plutôt organisés en organisations de producteurs.

Les producteurs de cacao sont confrontés à de nombreux obstacles qui ont été à l'origine de la faible productivité et revenus, à savoir par exemple le vieillissement des plantations de cacao, l'accès limité aux pesticides, engrais et matériels végétaux améliorés, les effets climatiques, les bas prix des fèves de cacao et autres<sup>6</sup>.

Sur la base de ces constats, le projet PRO-PLANTEURS a fixé comme l'un de ses objectifs, d'accroître la productivité d'où la nécessité d'une étude de base pour évaluer la productivité actuelle des bénéficiaires (mesure avant intervention).

### 2.1.2 Cacao et nutrition

L'association du travail équitable "Fair Labour Association" a mené, en 2015, une étude<sup>7</sup> impliquant des femmes et des jeunes, dans laquelle elle a évalué la diversité nutritionnelle des producteurs de cacao. Les principales conclusions étaient que la nutrition dans les familles est unilatérale et axée principalement sur les aliments de base traditionnels (parfois avec un contenu nutritionnel discutable). Des problèmes de pénuries d'aliments pendant certaines périodes de l'année ont aussi été identifiés.

" Les interviews des ménages ont révélé que la production alimentaire ne répond pas toujours aux aspirations ou aux besoins des familles. Du côté de la production, les problèmes sont liés à la saisonnalité, à la productivité, ou à un manque de variété qui rendent la production alimentaire insuffisante. [...] Lorsque les producteurs ont un revenu suffisant (après la récolte de cacao), il y a une abondance de cultures vivrières dans leurs propres domaines, ainsi que sur le marché (à bas prix). Mais une fois que la saison de cacao est passée, le revenu diminue et en même temps les aliments produits deviennent moins disponibles et plus coûteux sur le marché.

Ainsi, pendant ces périodes, assurer trois repas équilibrés par jour pour un ménage moyen devient quelque chose de difficile (FLA 2015).

En se basant sur ces conclusions, l'étude actuelle vise à utiliser l'indice de la diversité alimentaire<sup>8</sup> tel que prévu par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et d'évaluer la situation nutritionnelle dans les familles un peu plus en détail.

### 2.1.3 Les aspects genre

Une étude en particulier a été jugée importante pour aider à expliquer et différencier le dynamique genre observé pendant les interventions avec les producteurs de cacao ainsi que lors de l'analyse des données obtenues au moyen de questionnaires. La recherche qualitative menée par Elisabeth Kiewisch (Kiewisch, 2015<sup>9</sup>) a mis en lumière l'importance de la résilience des ménages qui permet aux familles de satisfaire leurs besoins essentiels tout au long de l'année.

Kiewisch avance l'argument que la participation conjointe des hommes et des femmes au processus de prise de décision (plutôt qu'un renforcement unilatéral du pouvoir de prise de décision des femmes) permettrait d'améliorer la résilience du ménage. L'hypothèse est que l'augmentation de la collaboration entre les sexes, qui ont habituellement des obligations / responsabilités différentes et complémentaires dans le ménage, pourrait servir à combler le déficit de la saison et de structurer l'allocation des ressources de façon plus uniforme tout au long de l'année.

---

<sup>6</sup> Trans Fair (2012): Fairer Handel am Beispiel Kakao. [https://www.fairtradedeutschland.de/fileadmin/user\\_upload/materialien/download/powerpoints/2012\\_08\\_Praesentation\\_Fairtrade\\_Kakao\\_download.pdf](https://www.fairtradedeutschland.de/fileadmin/user_upload/materialien/download/powerpoints/2012_08_Praesentation_Fairtrade_Kakao_download.pdf)

<sup>7</sup> Fair Labor Association (2015): Situational Assessment Of Women And Youth Farmers And Family Nutritional Status In Two Cocoa Producing Communities In Côte D'Ivoire

<sup>8</sup> FAO (2013): *Guidelines for Measuring Household and Individual Dietary Diversity*

<sup>9</sup> Voir: Looking within the household: a study on gender, food security, and resilience in cocoa-growing communities, Gender & Development

### 2.1.4 Considérations générationnelles

La FLA a en outre évalué la situation des femmes et des jeunes dans la chaîne de valeur du cacao pour identifier les possibilités de les considérer et les mieux intégrer et ce, dans le but d'améliorer le pouvoir du processus décisionnel et de parvenir à une résilience économique plus élevée de l'ensemble du ménage. L'étude a conclu que l'accès limité aux terres, aux intrants ainsi qu'à une capacité de gestion limitée conduit à une marginalisation de ces groupes avec comme effet qu'ils ne contribuent pas (sinon peu) au revenu familial provenant des activités agricoles.

### 2.1.5 Les sociétés coopératives

Le projet œuvre à appuyer sa population cible, les producteurs de cacao, à travers leurs associations, les sociétés coopératives de producteurs de cacao.

La plupart du temps l'avantage des producteurs organisé en sociétés coopératives est la meilleure visibilité commerciale qu'elles offrent. Généralement, les sociétés coopératives, celles qui participent à cette enquête ayant une taille comprise entre 150 et 1.600 membres, fournissent l'accès aux marchés en tant que service le plus important. Comme il a été constaté par les études précédentes, de nombreuses coopératives ne sont pas en mesure de fournir ce service avec la qualité requise car elles souffrent de nombreux problèmes structurels tels que la faiblesse de la gestion, le manque de savoir-faire, le manque de fonds et d'infrastructure, la méfiance<sup>10</sup>, etc.

## 2.2 Conception de la recherche

### 2.2.1 Approche de méthodes mixtes

L'étude de base a été conduite en utilisant une approche de méthodes mixtes, combinant des éléments quantitatifs et des éléments qualitatifs. Elle a été conçue en tant qu'étude transversale qui prélève les résultats en un seul point dans le temps.

Des éléments qualitatifs ont été introduits à travers les interviews semi-structurés réalisés avec les partenaires du projet, l'organisation des ateliers des groupes de discussion associant plus que 15 participants, les visites des centres de santé locaux et ce, afin d'obtenir de points de vue additionnels illustrant la vie des populations et d'avoir des observations concrètes lors des missions de terrain ainsi que durant l'exécution du questionnaire quantitatif.

Des données quantitatives ont été collectées à travers l'exécution de 800 questionnaires auprès de 400 familles. Les réponses ont été complètement structurées et recueillies dans des questionnaires par des enquêteurs formés à l'effet garantissant ainsi un haut niveau d'objectivité et de comparabilité. Dans ce rapport, les points de vue (perspectives) et les observations de terrain sont utilisés pour illustrer les résultats quantitatifs afin de donner une image compréhensible et de formuler des recommandations solides.

L'analyse des producteurs et des coopératives, qui constituent les deux premiers maillons de la chaîne de valeur du cacao ivoirien, vise à identifier les moteurs du et les obstacles au développement de leur niveau de vie.

L'objectif global de l'étude de base était de renseigner la constitution des indicateurs de performance clés du projet. L'analyse des conditions de vie des cultivateurs de cacao dans les trois régions du projet avait comme objectif de pouvoir tirer des conclusions quant aux champs d'action du projet.

### 2.2.2 Stratégie d'échantillonnage et taille de l'échantillon

Pour identifier son échantillon, l'étude a examiné les bénéficiaires de trois régions du projet PRO-PLANTEURS. Le projet vise les familles des producteurs membres des coopératives, à savoir ceux qui sont répertoriés sur les listes des membres de coopératives. Initialement, l'étude visait à travailler

<sup>10</sup> GEFAK: Study on the state of farmer cooperatives in the cocoa sector of Côte d'Ivoire [Draft Final Report](#)

avec environ 8.000 producteurs mais après avoir obtenu les listes des membres de 17 sociétés coopératives le nombre de membres est de 12.410 soit 4.400 membres en plus de ce qui a été prévu. Deux sociétés coopératives n'ont pas présenté leurs listes de membres et n'ont pas été, donc, pris en compte dans l'échantillonnage.

La taille de l'échantillon pour l'étude a été calculée en utilisant un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 5% ce qui s'est traduit par un total de 373 participants pour avoir un échantillon représentatif.

En revenant aux listes de membres des 17 sociétés coopératives, l'étude a identifié 400 ménages par échantillonnage aléatoire proportionnelle (c'est-à-dire que toutes les sociétés coopératives contribueront à l'étude par des participants en fonction de leur taille réelle). Il a également été décidé d'exécuter deux questionnaires par ménage pour assurer que, non seulement les membres inscrits d'une société coopérative (qui sont les producteurs de cacao et qui devraient être principalement des hommes) ont été interrogés, mais aussi un deuxième membre du ménage qui a été choisi avec l'obligation d'être informé sur les aspects de la diversification et de la nutrition du ménage (très probablement les conjoints des premières personnes interrogées, à savoir les femmes). Avec ces choix stratégiques, l'étude est finalement arrivée à 800 interviews au total (400 ayant répondu au premier questionnaire et 400 ayant répondu au deuxième questionnaire) et à un intervalle de confiance réelle de 3,35.

Au niveau de l'exécution effective de l'étude, cela signifie que la plus grande société coopérative « Yeyobié », qui a 1.600 membres actifs, est représentée par 52 ménages et 104 questionnaires. La société coopérative la plus petite, « Prania », qui compte 150 membres actifs, a seulement contribué à l'échantillon par 4 ménages, soit 8 questionnaires.

Les sociétés coopératives sont situées dans trois régions de l'Est et du Sud-Est de la Côte d'Ivoire. La majorité (9 sur 17) des sociétés coopératives qui ont été évaluées sont situées à Abengourou, les sociétés coopératives restantes sont réparties entre Aboisso (5 sur 17) et Agboville (3 sur 17).

L'enquête s'est déroulée durant la période allant du 8 au 27 février (16 jours) et a été réalisée par 13 enquêteurs. RONGEAD, une ONG pour le commerce international et le développement durable a appuyé l'exécution de l'enquête à travers la direction du processus de contrôle de la régularité.

### 2.2.3 Les questionnaires

Trois questionnaires ont été développés qui alimentent ensuite trois ensembles de bases de données primaires et sur la base desquels les conditions de vie économiques et sociales des producteurs de cacao, travaillant avec le projet PRO-PLANTEURS, sont évalués. Les trois questionnaires se rapportent à quatre champs d'observation thématiques (développement organisationnel, productivité, diversification, alimentation et leçons apprises) ayant une influence sur les niveaux de vie des agriculteurs.

Toutes les informations sont recueillies à travers une enquête téléphonique, ce qui signifie que l'étude ne peut pas concrètement vérifier la précision de toutes les informations. Les conclusions ont été formulées sur la base d'une hypothèse de véracité des informations reçues de la part des agriculteurs. Les leurres conscients ou inconscients sont difficiles à détecter, cependant les données ont été nettoyées pour les valeurs incohérentes et les inexactitudes évidentes.

#### Questionnaire 1

Le premier questionnaire évalue une série de questions techniques clés comme par exemple les conditions de base des ménages des agriculteurs, les revenus générés par le cacao ainsi que les ventes de cultures diversifiées, l'application de bonnes pratiques agricoles et l'impact de l'appartenance à des coopératives agricoles.

Ce premier questionnaire a été réalisé avec le chef du ménage qui, pour être éligible à l'enquête, devrait être nécessairement un membre d'une coopérative de producteurs de cacao et devrait en plus cultiver du cacao. Par cette définition, la sélection a généré un grand nombre de répondants de sexe masculin qui, dans le contexte traditionnel ivoirien sont principalement ceux qui travaillent pour la famille.

### Questionnaire 2

Le second questionnaire cherche à explorer une autre dimension des conditions économiques (ayant fait l'objet d'investigations auprès des chefs de ménages dans le premier questionnaire) en recueillant, en plus, la perception des conjoints / partenaires de ces chefs de ménages. Les éléments évalués par ce questionnaire se rapportaient à la nature de la propriété des terres, les revenus de la diversification des cultures ainsi que les conditions nutritionnelles détaillées.

Comme 75% des personnes interrogées au questionnaire 2 étaient les conjointes des chefs de ménage à prédominance masculine, ce deuxième questionnaire a été répondu, la plupart du temps, par des femmes.

### Questionnaire 3

Le troisième questionnaire observe l'organisation institutionnelle du secteur et par conséquent focalise sur la relation entre les producteurs et leurs coopératives. Il évalue la dimension institutionnelle de la coopérative en termes de structures commerciales existantes, l'inclusion des femmes dans les processus formels / officiels et dans les postes rémunérés ainsi que la gamme de services offerts aux agriculteurs.

## 2.2.4 Recherche qualitative – les instruments

### Observations des échanges des groupes de discussion

L'instrument le plus important de la recherche qualitative était les discussions approfondies sur des thèmes et des questions individuelles clés dans les échanges des groupes de discussion. Pour engager ces discussions, les sujets et les questions pertinentes ont été identifiées et testées avec les partenaires et les intervenants de la chaîne de valeur ainsi qu'avec les bénéficiaires et les coopératives avant le début de la phase de recherche. En se basant sur les indications dérivées à partir de ces discussions, les sept sujets les plus pertinents ont été filtrés et préparés pour de nouvelles discussions dans les groupes. Les participants du groupe ont été choisis en fonction de la question spécifique - pour les questions relatives aux jeunes agriculteurs, les producteurs âgés de moins de 40 ont été invités alors qu'une discussion sur les conditions des femmes dans la chaîne de valeur ont été mises en œuvre avec les femmes. Les sept sujets ont été abordés avec un total de huit groupes, présentant chaque sujet au moins deux fois dans deux groupes différents. Les indications détaillées sur la méthodologie et l'implémentation peuvent être trouvées dans l'annexe I.

### Observations des enquêteurs sur le terrain

Durant l'implémentation de l'enquête qualitative, les enquêteurs ont été chargés de recueillir toute information ou détail important qu'ils puissent rencontrer et de l'enregistrer sur les questionnaires. Chaque semaine, l'équipe de l'étude a rencontré tous les enquêteurs pour recueillir les questionnaires et discuter des expériences vécues potentiellement importantes. Les résultats détaillés et les observations tirées de ces rencontres peuvent être consultés à l'annexe III.

### Feedback des centres de santé

Pour compléter les impressions qualitatives, deux centres de santé dans les régions d'Agboville et d'Abengourou ont été visités. Au cours de ces visites le personnel de santé présent a été interviewé dans un cadre informel et confronté aux objectifs du projet et à l'intérêt de recherche de l'étude de base. Les recommandations de ces réunions ont fourni des points de vue complémentaires à l'égard des questions nutritionnelles et de santé qui ont aidé à mettre en perspective quelques aperçus de l'enquête qualitative.

## 2.3 Coordination de l'étude

L'enquête a été élaborée et coordonnée avec un certain nombre d'acteurs en Côte d'Ivoire et ce, afin d'assurer une large compréhension ainsi que l'exactitude du contenu examiné.

Un atelier de deux jours pour examiner et discuter les indicateurs du projet a eu lieu avec la Fondation Mondiale de Cacao (WCF), le 19 et 20 Janvier. Au cours de la réunion, la formulation des indicateurs a été examinée et un certain nombre d'ajustements ont été convenus. Par ailleurs, l'exécution de l'étude, y compris le choix des enquêteurs, la stratégie d'échantillonnage et les avantages et les inconvénients de la mise en œuvre d'une enquête téléphonique ont été aussi discutés. La méthodologie proposée dans l'offre de COMO était de visiter les familles à leurs maisons tout en étant conscient de ne pas pouvoir recueillir beaucoup de données d'observation. Procédant ainsi, on a la garantie d'identifier et interviewer effectivement des bonnes personnes dans leurs propres maisons. Cependant, il n'avait pas le temps nécessaire pour visiter les fermes et s'assurer de certains témoignages comme par exemple l'application des bonnes pratiques agricoles.

Lors de la finalisation de la conception de l'étude, tous les acteurs importants du secteur du cacao (FIRCA, ANADER, CCC, Barry Callebaut, Fairtrade, MINADER et TechnoServe) ont bénéficié d'une présentation de la conception de la recherche et ont été informés de ses objectifs. Ils ont eu la possibilité de faire des commentaires et des propositions sur les améliorations qu'ils jugeaient nécessaires avant le démarrage de la mise en œuvre. Cette large participation des parties prenantes a fait en sorte que les pièges méthodologiques ont pu être évités et les observations précieuses et pertinentes des spécialistes ivoiriens du secteur du cacao ont été prises en compte.

### 3 Discussion des indicateurs du projet PRO-PLANTEURS

Conformément à la description dans la section méthodologie, trois différents questionnaires, des informations qualitatives issues des échanges des groupes de discussion ainsi que des visites des centres locaux de santé ont été utilisés pour analyser les informations présentées ci-dessous.

À titre d'information et dans l'échantillon enquêté, un ménage de producteur comporte en moyenne dix membres. 90% des ménages enquêtés sont dirigés par des hommes dont 20% ont plus qu'une femme. Les ménages ont en moyenne 4,7 enfants de moins de 18 ans. Les statistiques citées concernent les groupes de répondants et sont décrites, ci-dessous, plus en détail.

#### Description du répondant moyen au premier questionnaire

88% des répondants au premier questionnaire, qui ont été identifiés par leur appartenance à une des sociétés coopératives, sont des hommes. 86% des répondants sont de simples producteurs et les 14% restants sont dans des activités de commercialisation de produits agricoles et dans la prestation de services. 82% sont propriétaires des terres qu'ils cultivent. 43% des répondants cultivent du cacao sur des terres agricoles d'une superficie allant de 2 à 5 hectares alors que 18% ont des terres de moins de 2 ha de superficie et 28% possèdent des terres d'une superficie entre 5 et 10 ha. 85% ont participé à des formations antérieures sur les bonnes pratiques agricoles. Les répondants gagnent en moyenne 2.350 € du cacao et 1.900 € de la production de cultures diversifiées. La diversification des cultures comprend le manioc, la banane plantain, les aubergines, les poivrons, l'igname et le gombo dans des proportions assez élevées et les producteurs arrivent déjà à vendre 64% de ces cultures.

#### Description du répondant moyen au deuxième questionnaire

Tous les répondants au deuxième questionnaire font partie du ménage du répondant au premier questionnaire. 99% des répondants sont des femmes et 75% sont les conjointes des répondants au premier questionnaire alors 10% sont dans un autre type de relation de famille (frère / sœur, oncle / tante, parent / enfant).

Seulement 30% sont propriétaires des terres qu'ils cultivent alors que 60% cultivent les terres de leurs conjoints.

En comparaison, 78% des répondants du deuxième questionnaire cultivent des terres de petites tailles (inférieure à 1 hectare) et seulement 14% ont déjà participé à des formations pour la production agricole. Ils gagnent 285 € par an à partir de la production agricole diversifiée. 64% de leurs ventes provient du manioc, le plantain et les arachides.

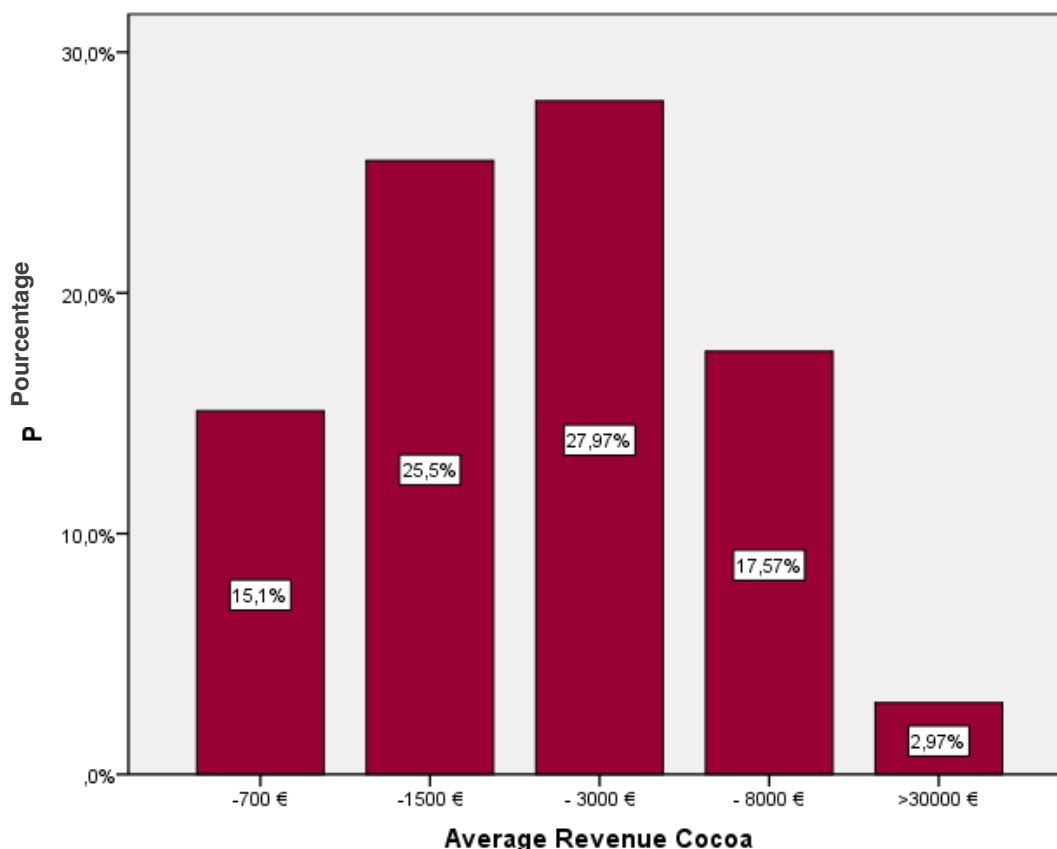
### Description du répondant moyen au troisième questionnaire

Le troisième questionnaire a été répondu par le personnel de gestion des sociétés coopératives. Les 19 dirigeants de sociétés coopératives ont été invités à Abidjan pour un atelier des parties prenantes au cours duquel la nature de l'enquête / l'étude a été expliquée pour susciter la collaboration des sociétés coopératives. 17 des 19 sociétés coopératives ont réussi à participer à l'atelier et ont donc été en mesure de participer aux entretiens. La plus petite société coopérative parmi les 17 ne dispose que de 150 membres tandis que la plus grande société coopérative compte 1.600 membres. Ainsi, la taille de la société coopérative joue un rôle important dans la diversification et le degré de complexité des services rendus à ses membres et ce, du fait que leurs revenus proviennent exclusivement des frais de services rendus, et des cotisations de leurs membres et des ventes du cacao.

## 3.1 Indicateur O1

*“XX% des producteurs soutenus et de leurs familles (20.000) ont augmenté leurs revenus de production durable de cacao d'au moins XX Franc CFA/an”*

Figure 1: Revenu moyen de cacao (série de données n° 1)



### Hypothèses d'impact

Le projet PRO-PLANTEURS a choisi de travailler avec les producteurs de cacao enregistrés auprès de sociétés coopératives agricoles, en supposant qu'ils obtiennent leur revenu familial principalement de la production de cacao. Compte tenu de la faible productivité du cacao et sachant la faible application des bonnes pratiques agricoles (BPA), pendant la conception du projet, il a été supposé que les producteurs n'aient pas une connaissance suffisante pour appliquer les BPA. L'une des activités de base prévu pour le projet a donc été d'assurer aux producteurs de cacao des formations sur les BPA

en vue d'augmenter la productivité. Si la productivité par hectare augmente, le revenu annuel des bénéficiaires devrait, par conséquence, augmenter.

### Les résultats de l'échantillon

Les revenus des producteurs à partir de la production de cacao est en moyenne de 1.538.386 FCFA (2.349 €<sup>11</sup>) par an ce qui se traduit à 128.199 FCFA (196 €) par mois ou encore 6,5 € par jour. Le revenu par hectare est en moyenne de 463 €<sup>12</sup> Ceci est le chiffre d'affaires réel des producteurs et ne prend pas en compte les coûts éventuels ont eu lieu à croître la culture.

Il est important de noter, que ce revenu concerne la personne interrogée seulement et ne tient pas compte du revenu des autres membres du ménage.

Il est à signaler que le revenu provenant de la production du cacao par le deuxième membre du ménage n'a pas fait l'objet de recensement à part. Cependant, sachant que les répondants au deuxième questionnaire sont propriétaires en moyenne de 0,9 ha de terre pour la culture de cacao, nous avons utilisé la méthode d'extrapolation à partir du rendement moyen par ha (323 kg). Ainsi nous considérons que ces répondants auront un revenu de 290.000 FCFA ou 430 € par an à partir de la culture de cacao.

Comme expliqué dans l'indicateur R2.1 en dessous, l'étude prévoit une augmentation de rendement de 565 kg par producteur possédant une moyenne de 5,81 ha de la culture de cacao au total. Ce gain de rendement correspond à une augmentation de 30% par rapport à la valeur actuelle de 323 kg par hectare.

Il est à noter que les producteurs ont été interrogés sur le prix qu'ils ont obtenu pour leurs fèves de cacao séchées en 2014-2015. En fait, 15% des producteurs revendiquent de ne pas toujours avoir obtenu le prix minimum du cacao qui est fixé par la CCC. Ce résultat pourrait potentiellement introduire une certaine marge d'erreur dans les prévisions de recettes. Les causes à l'origine des incohérences de prix n'ont pas fait l'objet d'évaluation.

### Liens avec les activités du projet

A la base d'une augmentation des recettes se trouve une productivité plus élevée. Le manuel du projet détaille les activités liées à la formation des producteurs en matière de BPA ainsi que les mesures de sensibilisation en vue d'accroître la productivité. Cependant, l'expérience sur le terrain a confirmé que les raisons pour lesquelles les producteurs n'ont pas appliqué les BPA semblent être des limites structurelles comme par exemple l'insuffisance des ressources financières plutôt que le manque de maîtrise de la façon d'appliquer la mesure. Ceci est soutenu par le constat que 85% des producteurs sont conscients de l'importance des BPA et ils ont bien reçu au moins une formation dans le passé proche.

### Conclusions à la lumière des observations

Le prix minimum par kg de fèves de cacao séchées qui sera utilisé pour calculer l'augmentation potentielle des revenus est fixé, pour la saison 2015-2016, en Côte d'Ivoire à 1.000 FCFA (1,53 €). En supposant que les producteurs appliquent globalement les BPA, l'augmentation du rendement a été calculée autour de 740 kg par an (ayant plus de 5,8 ha de terre exploitable ou 128 Kg par ha), ce qui correspond à une augmentation du revenu annuel total de 740.000 FCFA, soit 1.130 € par an. Ceci ne tient pas compte des coûts supportés pour améliorer la productivité, il est basé simplement sur les revenus.

En combinant la propriété des terres de culture de cacao des répondants aux deux premiers questionnaires de l'enquête, la superficie totale de la terre utilisée par un ménage pour la culture de cacao est de 6,9 ha. Encore une fois, les données se rapportant aux niveaux de production de cacao par les répondants du deuxième questionnaire n'ont pas été collectées. Ceci étant, en se basant sur les ob-

<sup>11</sup> Taux de change 1€ = 655 FCFA, xe currency converter, 15.07.2016

<sup>12</sup> La légère différence résulte du fait que le nombre des valeurs manquantes (réponses manquantes ou incorrectes) n'est pas le même pour les résultats.



servations du premier groupe de répondants, il est supposé que les répondants du deuxième questionnaire puissent également produire 323 kg / ha. Avec une même augmentation de la productivité de 97kg / ha que celle supposée chez les répondants au premier questionnaire, le ménage entier arriverait à une augmentation combinée des revenus de l'ordre de 670.000 FCFA soit 1.022 € par an.

Cependant, l'augmentation des revenus est un indicateur de premier rang qui dépend de nombreux facteurs dont la plupart ne sont pas abordées par le projet.

L'augmentation proposée des revenus ne peut être attendue que si les producteurs appliquent un ensemble de BPA (sans application d'engrais) et arrivent à surmonter les divers défis, comme par exemple l'insuffisance des ressources financières et en main d'œuvre, qui les empêchent de le faire.

### Recommandations et cibles

Nous recommandons de supposer qu'un maximum de 80% des producteurs formés mettra en œuvre les pratiques BPA comme conseillé. Ceux qui mettent en œuvre le paquet d'une manière compréhensive devraient pouvoir atteindre une augmentation de revenu de 740.000 FCFA par an.

Cependant, nous recommandons également de réévaluer les défis que rencontrent les producteurs pour l'application des BPA afin d'être conscient des effets indésirables qui pourraient empêcher les producteurs d'atteindre l'augmentation ciblée des revenus.

## 3.2 Indicateur O2

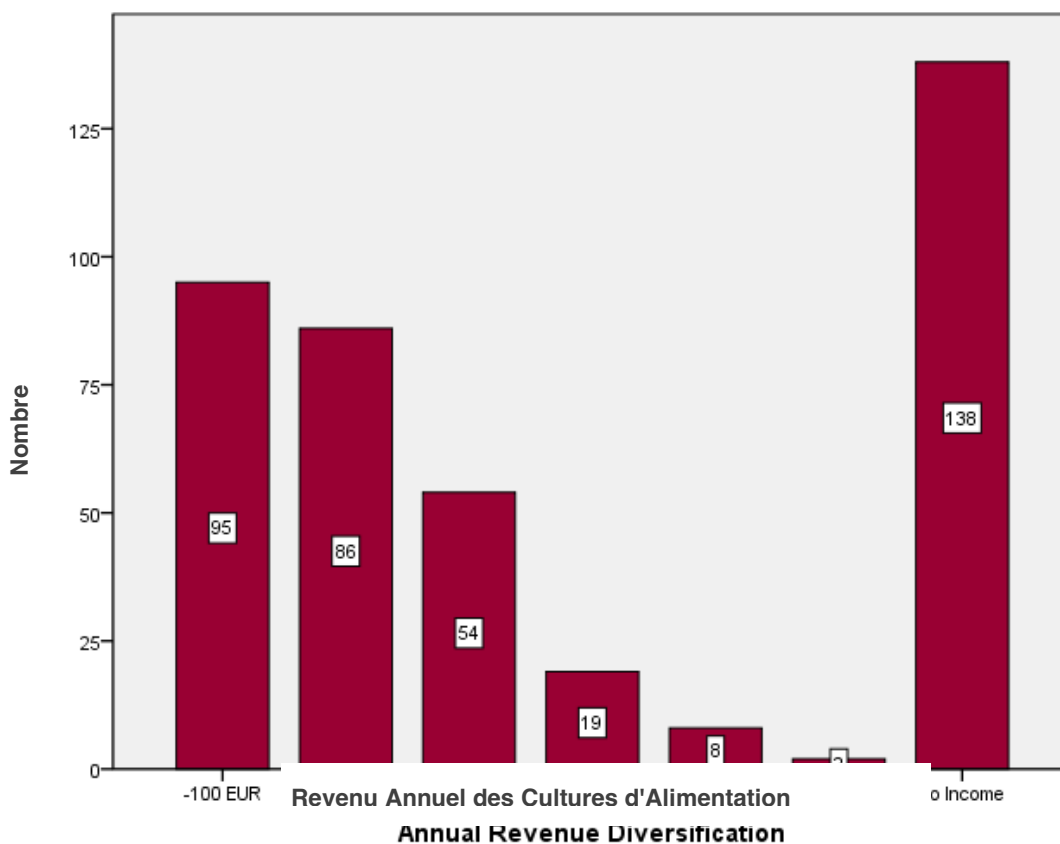
***“XX% des producteurs et leurs familles, soutenus par des actions, ont augmenté leurs revenus à partir de la culture de produits diversifiés par au moins XX Franc CFA/an”***

### Hypothèses d'impact

L'hypothèse est que la plupart des producteurs de cacao cultivent du cacao et ne s'engagent dans la production de cultures alimentaires qu'à titre d'activité secondaire. La lutte de nombreuses familles pour garantir la qualité et la quantité de nourriture suffisante tout au long de l'année en l'augmentation de la production de cultures alimentaires diversifiées conduirait à une amélioration de la sécurité alimentaire.

À cette fin, le projet vise à appuyer les producteurs pour les rendre capables de cultiver un nombre plus important de produits alimentaires diversifiés en une plus grande quantité contribuant ainsi à leur bien-être.

Figure 2: Revenu annuel de la diversification (série de données n° 1)



### Les résultats de l'échantillon

Les producteurs dans la première base de données (série 1) (exemple les chefs de ménage) gagnent en moyenne 1,243,974 FCFA (1.900 €) de revenu de la production de cultures alimentaires par an et 443,533 FCFA (677 €) provenant d'autres activités génératrices de revenus, y compris la vente de produits agricoles et de produits phytosanitaires ou la prestation de services. Ceci totalise 2,577 € dépassant ainsi le revenu moyen que les producteurs gagnent de la production de cacao.

Leurs conjointes, dans la deuxième base de données (série 2) gagnent en moyenne 193,019 FCFA (294 €) de revenu par an à partir de la production des cultures alimentaires et 148.505 FCFA (227 €) à partir d'autres activités génératrices de revenu (ventes de produits phytosanitaires ou fertilisants, ventes d'aliments, prestation de services aux autres, etc.) sans tenir compte des coûts de la production.

Ainsi, le revenu total du ménage provenant d'une production diversifiée et d'autres activités génératrices de revenu est de 2.029.031 FCFA (3,098 €) par an.

Ce revenu n'inclus pas les revenus gagnés par d'autres membres du ménage qui n'ont pas participé à cette enquête.

Parmi les 404 répondants au deuxième questionnaire, seulement 59 (14%) qui sont presque tous des femmes déclarent avoir bénéficié de formation sur les bonnes pratiques agricoles pour les cultures vivrières / alimentaires. Au cours des échanges dans les groupes de discussion, plusieurs participants ont manifesté leur souhait d'améliorer leurs connaissances dans les cultures vivrières tout en précisant que quelques sociétés coopératives ont déjà commencé à leur assurer des formations d'initiation et qu'ils ont jugées très utiles.

### Liens avec les activités du projet

Le projet prévoit des formations axées principalement sur les pratiques nutritionnelles et des techniques améliorées de production. Il vise aussi le développement des activités de sensibilisation pour la diversification des cultures pour augmenter encore la diversification alimentaire. Il mentionne également des formations sur les « aspects de la diversification [...] à travers des écoles de formation professionnelles pour les producteurs » mais ne précise pas encore si cela implique des formations en BPA pour les cultures vivrières, bien que cela soit fortement recommandé.

Certainement, ce document ne se réfère pas spécialement à des activités qui peuvent améliorer la capacité des producteurs à produire tout au long de l'année comblant ainsi le déficit résultant de la saisonnalité des cultures. Idéalement les activités traitant de ce défi devront être ajoutées.

### Conclusions à la lumière des observations

Dans l'échantillon observé, les revenus des cultures vivrières / alimentaires dépassent ceux provenant de la culture de cacao.

En alignant les méthodologies à l'indicateur O1, l'hypothèse serait que les producteurs seront capables d'augmenter leur revenu actuel de 30% s'ils utilisent les bonnes pratiques agricoles de manière globale. Cependant, cela suppose que le projet développera des activités pour appuyer ses groupes cibles à assurer une production tout au long de l'année afin de réduire le déficit de revenu pendant la période de soudure (juillet – septembre).

Cela suppose aussi que des formations sur les pratiques de cultures vivrières auront un fort potentiel d'avoir un impact significatif surtout que plusieurs répondants (spécialement des femmes) n'ont pas bénéficié au parant de telles formations. Cependant, plusieurs obstacles impactant négativement la productivité des cultures vivrières (par exemple l'accès à une source d'eau de bonne qualité tout au long l'année) ne sont pas ciblés par les activités du projet.

### Recommandations et cibles

Comme dans l'indicateur O1, nous recommandons de maintenir l'hypothèse que 80% des bénéficiaires formés applique les pratiques apprises pour augmenter de 30% leurs revenus correspondant à 650,000 FCFA. En fait, et à l'égard de la pénurie alimentaire dans certaines périodes de l'année, ainsi que par rapport au revenu élevé déjà gagné par les producteurs comparé à celui provenant de la culture de cacao, la recommandation serait de soutenir les producteurs sélectionnés à changer leurs modèles d'affaires (business model) en dehors de la culture de cacao pour se spécialiser dans les cultures vivrières. Cela pourrait atténuer les pénuries alimentaires pour les producteurs qui plantent aussi le cacao et augmenterait les recettes des producteurs de cultures vivrières par hectares libérés (qui ont déjà été occupées par les arbres cacaoyers). Cependant, le projet doit s'investir dans les opportunités de commercialisation des cultures vivrières afin d'être en mesure d'offrir aux producteurs une stratégie complète de génération de revenu à partir de ces cultures –A ce niveau, il serait intéressant de commander une étude pour vérifier les opportunités de marché disponibles.

## 3.3 Indicateur O3

*“# de femmes des ménages appuyés qui ont amélioré leurs revenus des produits agricoles diversifiés”*

### Hypothèses d'impact

Cet indicateur est une dérivation du deuxième indicateur et a par conséquent les mêmes hypothèses d'impact sauf qu'il concerne uniquement les femmes bénéficiaires.

### Les résultats de l'échantillon

L'échantillon comprend 56 femmes dans la série n°1 (soit 14%) qui sont propriétaires de terres et font aussi partie de la liste officielle des membres de sociétés coopératives.

Cependant il y a d'autres femmes qui font partie des ménages bénéficiaires et qui n'ont pas bénéficié directement des interventions actuelles. Cela suppose que chaque fois qu'une femme d'un ménage spécifique est formée, les autres femmes dans les ménages bénéficieront aussi au fur et à mesure que la connaissance est transmise de façon informelle entre les membres féminins de ce ménage.

Les résultats sur la structure d'un ménage ont montré qu'un ménage moyen est composé d'un peu plus de dix membres dont 05 enfants et jeunes de moins de 18 ans, 03 hommes et 03 femmes. En effet, les femmes représentent près de 28% des membres d'un ménage avec généralement trois femmes par ménage. 75% des répondants au premier questionnaire et 48% des répondants au deuxième sont âgés de plus de 40 ans.

### Liens avec les activités du projet

Voir les activités dans indicateur 02. En outre, il est à noter que cet indicateur vise spécialement le revenu des femmes. Ainsi les activités permettant d'identifier un nombre approprié de femmes doivent être considérées.

### Conclusions à la lumière des observations

Etant donné que cet indicateur est dérivé de l'indicateur 02, il sera atteint au même moment que l'indicateur 02 le serait. Chaque ménage comprend en moyenne 03 femmes ce qui permet de déduire que le projet devrait cibler l'appui de 03 femmes par ménage et comme pour l'indicateur 02, il serait impossible d'imaginer l'application des bonnes pratiques à 100%, nous recommandons de travailler avec 80% des bénéficiaires.

### Recommandations et cibles

Le projet vise à toucher 20.000 ménages, chaque ménage comprenant 03 femmes. En prenant uniquement 80% de celles-ci, le projet devrait permettre à 48.000 femmes d'assurer des revenus additionnels.

## 3.4 Indicateur O4

***“La diversité dans le régime alimentaire des femmes et des enfants a augmenté par un apport de 2 à 5 groupes d'aliments tous les jours. (Référence: “score de diversité alimentaire [SDA] des ménages”)***

### Hypothèse d'impact

Le score de diversité alimentaire évalue l'adéquation de l'approvisionnement en éléments nutritifs que ce soit au niveau d'un ménage ou celui d'un individu pour statuer sur certaines conditions de vie des communautés. L'hypothèse est que lorsque la variété nutritionnelle répond à une norme minimale de consommation d'au moins cinq différents groupes alimentaires par jour, “le statut socio-économique et la sécurité alimentaire des ménages” seraient donc adéquats.

Cependant, comme cette approche de corrélation entre l'alimentation et les conditions de vie adéquates est une approche scientifique relativement récente des 15-20 dernières années, “la recherche est en cours et il n'y a pas, actuellement, de consensus international sur les groupes d'aliments à intégrer dans les scores au niveau individuel pour différents groupes d'âge et de genre”. Les groupes d'aliments considérés étaient 1) les CEREALES (maïs, riz, farine, le sorgho, le mil et autres céréales); 2) les RACINES ET TUBERCULES (igname, manioc, bananes plantain); 3) les LEGUMES ET TUBERCULES RICHES EN VITAMINES (calebasses, carottes, patate douce, huile de palme, haricots verts, arachides); 4) les LEGUMES EN FEUILLES VERTES (amarante, feuilles de manioc, le chou, les épinards); 5) AUTRES LÉGUMES (tomates, aubergines, gombo et oignons); FRUITS

RICHES EN VITAMINE ( mangues , ananas, papaye ) ; AUTRES FRUITS (bananes ) ; 6) VIANDE ET POISSON ; 7) ŒUFS et PRODUITS LAITIERS.

Ce questionnaire a été administré auprès des membres des ménages généralement responsables de la préparation des repas pour toute la famille afin d'avoir un aperçu suffisant des questions nutritionnelles. En effet, le questionnaire a été conduit sur une base individuelle sans tenir compte des groupes d'aliments consommés par les autres membres de la famille.

Toutefois, les répondants ont été strictement interviewés sur leur propre consommation d'aliments durant les dernières 24 heures. Ils ont été encouragés à citer jusqu'à six ingrédients de chaque repas (petit déjeuner, collation, déjeuner, collation, dîner, collation) pour illustrer les ingrédients typiques de leur nourriture durant une journée normale fournissant ainsi une image détaillée et qualifiée de la variété de leur récente consommation d'aliments. Les interviews ont été réalisés au mois de février, la basse saison de l'année en supposant que la consommation des aliments change avec le changement de saison et la disponibilité des aliments sur le marché. On peut ainsi conclure que la variété et le volume des aliments disponibles augmenteront quand les aliments deviennent abondants.

Les résultats et les analyses suivantes présentent un aperçu de la variété des réponses et une interprétation des résultats.

### **Les résultats de l'échantillon**

#### **Petit déjeuner:**

Pour le petit déjeuner, les trois groupes d'aliments les plus courants étaient 1) les céréales, y compris le riz, le maïs et les graines de céréales 2) viande et poisson et 3) d'autres légumes, y compris les tomates, les oignons et le gombo.

#### **Déjeuner:**

Pour le déjeuner, les trois groupes d'aliments les plus courants étaient 1) viande et poisson 2) d'autres légumes, y compris les tomates, les oignons et le gombo et 3) les céréales, y compris le riz, le maïs et les graines de céréales.

#### **Dîner:**

Pour le dîner, les trois groupes d'aliments les plus courants étaient 1) viande et poisson 2) d'autres légumes, y compris les tomates, les oignons et le gombo et 3) les racines, y compris le manioc, le plantain et l'igname.

Les réponses affichées comprennent aussi les habitudes alimentaires pendant les heures de collation. Pendant les six repas de la journée, les ingrédients les plus courants étaient la viande et le poisson à 99% suivis par les autres légumes 90%, les céréales 87% et les racines 85%.

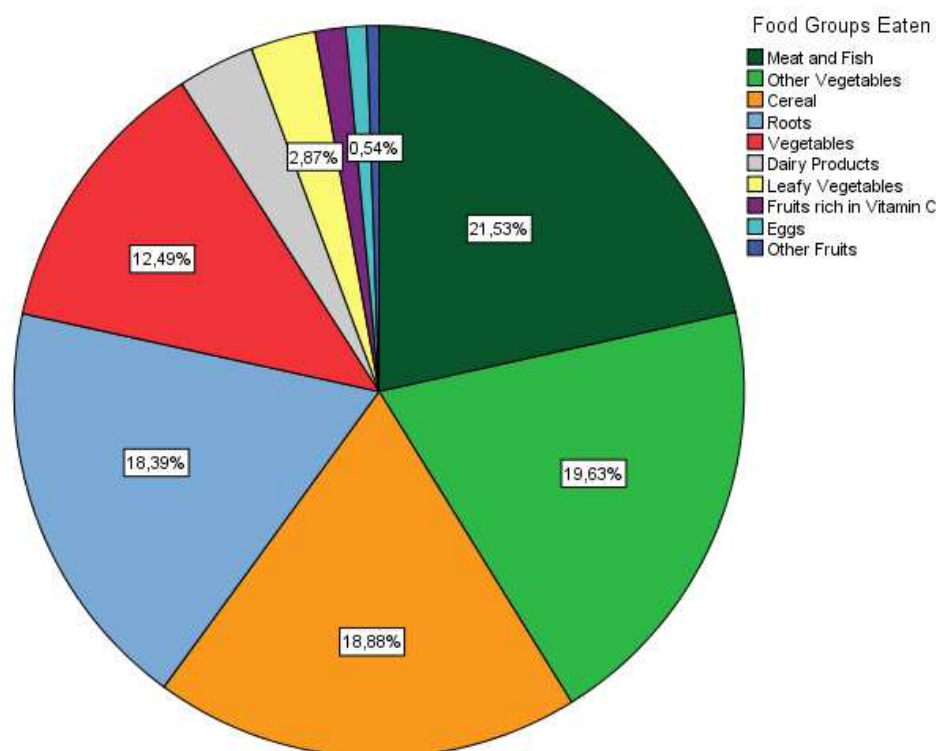
Les aliments consommés rarement étaient les œufs 4%, les fruits 9%, les légumes en feuille 13% et les produits laitiers 16%.

Au total, les interviewés mangent une moyenne de 4,6 groupes alimentaires par jour, se rapprochant ainsi des cinq groupes alimentaires par jour considérés par la FAO comme une alimentation suffisamment variée.

Les habitudes alimentaires durant la journée sont regroupées dans le tableau suivant :

Figure 3: Les préférences de consommation par groupes d'aliments (série de données n° 2)

	Réponses		Pourcentage des cas
	N	pourcentage	
Les groupes d'aliments consommés			
Céréales	349	18,90%	86,80%
Racines	340	18,40%	84,80%
Légumes	231	12,50%	57,50%
Légumes à feuilles	53	2,90%	13,20%
Autres légumes	363	19,60%	90,30%
Fruits riches en vitamine C	25	1,40%	6,20%
Autres fruits	10	0,50%	2,50%
Vande et poisson	398	21,50%	99,00%
Œufs	17	0,90%	4,20%
Produits laitiers	63	3,40%	15,70%
Total	1849	100%	460%



### Lien avec les activités du projet

Le projet a planifié de développer des matériaux de formation et sensibilisation sur la nutrition consacrés à l'éducation des familles au sujet d'une alimentation riche et variée.

### Conclusions à la lumière des observations

Selon le score de diversité alimentaire, les familles des producteurs ont une alimentation variée atteignant une moyenne de 4,6 différents groupes alimentaires par jour. Cependant, sur les dix catégories d'aliments possibles, il y a une forte concentration sur cinq groupes consommés pendant tous les trois plats principaux. Quelques groupes d'aliments qui peuvent être consommés facilement tels que les fruits (d'une production abondante), semblent ne pas constituer une composante fixe des repas.

L'amélioration de la consommation de ces groupes en plus des cinq groupes d'aliments déjà consommés permettrait d'améliorer davantage une situation déjà acceptable.

### Recommandations et cibles

Si le projet dispose des ressources pour s'engager dans cette thématique, il pourrait certainement s'investir dans des formations alimentaires ainsi que dans des mesures de sensibilisation.

Toutefois, il convient de noter qu'au-delà des conditions évaluées (les pénuries alimentaires dans la saison sèche pour au moins 30% de la population), il existe encore de graves lacunes et une approche stratégiquement sensible pourrait être de se concentrer sur ces conditions qui présentent une image beaucoup plus grave. En général, l'indicateur proposé semble ne pas être pertinent puisque les producteurs se rapprochent de la moyenne de consommation de 5 groupes d'aliments par jour.

## 3.5 Indicateur R1.1

***“Jusqu'à 50 organisations de producteurs sont enregistrées en tant que sociétés coopératives conformément à la loi sur les coopératives harmonisées (OHADA)”***

Nous recommandons d'éliminer cet indicateur car il est en fait une condition préalable pour les sociétés coopératives de pouvoir intégrer le projet et il a donc été rempli par toutes les sociétés coopératives avant le début même de l'intervention.

## 3.6 Indicateur R1.2

***“50 organisations de producteurs ont développé des plans d'affaires, des plans de développement et des structures organisationnelles commerciales”***

### Hypothèses d'impact

L'atteinte d'un degré satisfaisant d'organisation du secteur et le regroupement des producteurs dans des sociétés coopératives offrent aux producteurs individuels la possibilité d'organiser, en tant que groupe, leurs actions de commercialisation de leurs produits et d'autres services nécessaires et de défendre leurs intérêts face à d'autres parties prenantes et d'augmenter leur pouvoir de négociation pour un meilleur accès au marché. Dans le secteur ivoirien du cacao, les organisations représentant les producteurs individuels sont des sociétés coopératives de producteurs dans lesquelles sont organisés environ 40%<sup>13</sup> (et selon certaines sources plus que 50%<sup>14</sup>) de tous les producteurs. Pour assurer que les sociétés coopératives arrivent à représenter les intérêts des producteurs dans le secteur, ils ont besoin d'un certain niveau de professionnalisme et de structures formelles pour pouvoir fonctionner de façon efficace et efficiente.

---

<sup>13</sup> KOUASSI Kouadio Edouard (2015) : INTRODUCTION D'INNOVATIONS EN MILIEU PAYSAN IVOIRIEN : Impact Technique Et Socio-Economique Des Projets De Cacaoculture Durable Financés Par Le Conseil Du Café-Cacao A Travers Le FIRCA, page 173

<sup>14</sup> GEF/FAO : Study on the state of farmer cooperatives in the cocoa sector of Côte d'Ivoire [Draft Final Report](#)

Le projet a envisagé de soutenir la professionnalisation des sociétés coopératives avec des services de conseil et en les appuyant à établir un minimum de structuration nécessaire à leur réussite dans le secteur.

### Les résultats de l'échantillon

Dans sa phase initiale, le projet a l'intention de travailler avec 20 sociétés coopératives. Lors de l'évaluation en détail des sociétés coopératives, il s'est avéré que l'une des 20 coopératives était en fait une union des sociétés coopératives, à savoir une organisation parapluie pour les autres sociétés coopératives et celle-ci n'était pas éligible à l'évaluation. Ainsi, sur les 19 sociétés coopératives restantes, 17 ont été interrogées pour évaluer le niveau de leurs structures professionnelles et leurs services aux membres.

En utilisant un questionnaire spécifique, les 17 sociétés coopératives ont été évaluées sur l'existence de 10 dispositions de base internes qui ont été jugées les plus importantes dans la discussion avec le projet. L'enquête a observé si les sociétés coopératives ont les structures suivantes :

(1) plan d'exploitation / d'actions, (2) bilan de fin d'année, (3) plan de développement, (4) état de flux de trésorerie (5) état de résultat (6) compte bancaire, (7) audit annuel, (8) liste d'inventaire, (9) liste des membres, (10) règlement intérieur.

L'examen a révélé que les 17 sociétés coopératives ont un bilan de fin d'année, un état de flux de trésorerie et une liste des membres, 16 parmi eux ont des règlements intérieurs et uniquement 10 (59%) sociétés coopératives ont un plan d'exploitation, un plan de développement et un état de résultat.

Figure 4: Nombre des sociétés coopératives avec les documents de business



Quand on observe le degré d'implémentation des certifications, on peut conclure que les sociétés coopératives sont très intéressées à la certification avec déjà 70% ayant une certification Rainforest Alliance, 64% une certification UTZ et 30% une certification Fairtrade. Parmi les 17 sociétés coopératives, 4 ont les trois certifications, 6 sont au moins doublement certifiées et chaque troisième a ont au maximum une seule certification.

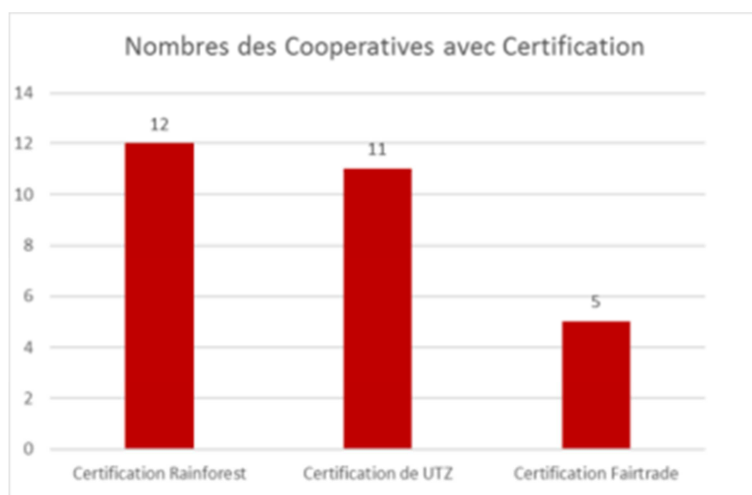
Il est jugé utile de mener des études supplémentaires sur les circuits choisis par les sociétés coopératives pour la commercialisation de leurs produits. Au moment du lancement d'un tel exercice, il serait également intéressant d'étudier davantage les différentes institutions de financement et les projets dans lesquels les sociétés coopératives sont impliquées.



### Lien avec les activités du projet

La dimension de professionnalisation des sociétés coopératives et d'élaboration de plans de développement devrait soutenir les producteurs pour améliorer le transport, le stockage, le séchage, la fermentation et la vente de leurs produits. Le manuel du projet prévoit un appui consistant pour les sociétés coopératives au niveau de formation dans le développement des compétences métier et d'élaboration de plans d'affaires pour toutes les organisations afin de professionnaliser leurs structures.

Figure 5: Nombres des Coopératives avec Certification



### Conclusions à la lumière des observations

Partant de la forte motivation des sociétés coopératives pour optimiser leur fonctionnement et de sensibilisation auprès de leurs membres, il semble qu'amener toutes les coopératives au même niveau avancé est un objectif prometteur. Il est aussi réaliste que toutes les sociétés coopératives auront tous les documents professionnels nécessaires jusqu'à la fin du projet.

### Recommandations et cibles

Un appui solide et une concentration sur la réalisation des objectifs tels que prévu dans le manuel du projet constitue, selon les résultats de l'étude, un objectif pertinent. En outre, le fait de voir qu'un bon nombre de sociétés coopératives ont déjà des certifications de labels et que d'autres envisagent de les obtenir, rend valable l'option de mettre l'accent sur la promotion de labels de certification auprès des sociétés coopératives, sur condition d'un marché des produits certifiés garanti, qui pourraient, avec un peu de soutien, accéder à un revenu supplémentaire généré par la vente du cacao certifié. Nous recommandons de maintenir la cible telle qu'elle a été formulée dans l'indicateur.

## 3.7 Indicateur R1.3

*“La part des femmes dans les positions managériales au sein des organisations de producteurs a augmentée de XX%”*

### Hypothèses d'impact

La représentation des femmes dans les structures formelles du secteur est supposée être faible. Bien que les femmes jouent un rôle important dans les domaines de la production et la récolte du cacao, elles ne sont pas représentées, dans les sociétés coopératives, proportionnellement à leur importance

dans les activités de production. Il est supposé que cette sous-représentation, qui est reflétée à travers leur présence dans les structures de gestion des sociétés coopératives, les prive de la possibilité d'influencer le développement du secteur en fonction de leur propre intérêt.

Afin de contrebalancer cette situation, le document de base du projet a ciblé d'augmenter le pourcentage des femmes dans des positions managériales contribuant ainsi à l'égalité des genres et la diversité.

### Résultats de l'échantillon

Sur les 404 chefs de famille qui ont été interrogés pour établir la première série de données, 14% étaient des femmes. Tout individu interrogé dans cette première série a été un membre d'une des sociétés coopératives avec lesquelles le projet coopère.

Figure 6: Les femmes dans des positions managériales (série de données n° 3)

#### Statistiques descriptives

	N	Minimum	Maximum	Somme	Moyenne
Nombre d'employés	17	2,00	25,00	194,00	11,4118
Nombre de femmes employées	17	,00	4,00	24,00	1,4118
Valid N (list wise)	17				

Pour évaluer la représentation féminine dans les positions officielles des sociétés coopératives, toutes les sociétés coopératives ont été interrogées sur le genre de leurs employés payés. Le tableau précédent montre que les femmes sont représentées en tant qu'employée salariée de sociétés coopératives (12%) proportionnellement à leur représentation dans tout l'échantillon des membres listés dans des sociétés coopératives (14%). 24 sur un total de 194 employés payés de sociétés coopératives sont des femmes.

Lorsqu'on veut avoir un regard plus qualitatif des données statistiques, il s'avère que sur les 24 postes occupés par des femmes, 4 sont des administrateurs (des positions très influents au sein des sociétés coopératives). Etant donné qu'il existe 17 postes de directeurs, les postes occupés par des femmes (4) correspondent à 24%. Les autres des positions occupés par les femmes sont des postes de vice directeurs, de comptables, de trésoriers et d'autres postes moins qualifiés.

### Lien avec les activités du projet

Il semble qu'il n'y a pas d'activités directement liées au renforcement de l'influence de la représentation féminine dans des postes de direction des sociétés coopératives. Les formations dans la conception du projet se concentrent plutôt sur la promotion des jeunes producteurs pour leur permettre de devenir des fournisseurs de services et des hommes d'affaires (hommes et femmes). Cependant, si l'un des objectifs du projet est d'améliorer le pourcentage de femmes occupant des postes de direction, les activités du projet devraient être revues afin d'assurer une intégration suffisante dans la mise en œuvre du projet.

### Conclusions à la lumière des observations

Contrairement aux attentes, la représentation des femmes dans des postes de direction n'est pas aussi faible. En effet, comparée à leur représentation dans l'ensemble de l'échantillon, elle est presque dans la même proportion. En plus, même lors de l'analyse de facteurs plus qualitatifs tels que le type des positions de direction occupés par les femmes, il faut souligner que sur un échantillon de 34 dirigeants 4 étaient des femmes (soit 12%) et que ces 4 postes sont en fait des directeurs.

A ces quelques postes de direction occupés par des femmes et qui traduisent un pouvoir de décision assez important s'ajoute d'autres postes rémunérés tels que des comptables et d'autres postes du staff administratif.

Ceci étant, cette réalité ne conduit pas à la conclusion que les femmes sont représentées dans les sociétés coopératives proportionnellement à leur participation dans le secteur. En effet, les femmes jouent un rôle important dans la production et la récolte du cacao qui est loin d'être reflété par le pourcentage (14%) de leur représentation globale dans l'échantillon. Ainsi, on doit évaluer si la solution à cette sous-représentation féminine serait de les promouvoir dans des postes de direction ou elle nécessite, plutôt, un travail à la base pour assurer que les femmes deviennent propriétaires de terres agricoles et seront membres des sociétés coopératives en fonction de leur implication dans la production. En se référant à la proportionnalité entre la représentation des femmes dans des positions de direction et leur représentation dans les coopératives, il ne serait pas absurde de supposer qu'une adhésion plus élevée de femmes aux coopératives peut conduire automatiquement à une plus forte représentation de ces dernières dans des postes d'influence. Par ailleurs, pour pouvoir formuler des recommandations solides à l'égard des hypothèses des recherches avancées devront être planifiées.

### Recommandations et cibles

L'équipe en charge de l'étude propose de supprimer entièrement l'indicateur. Tout d'abord, il semble que ses principales préoccupations de la représentation des femmes aux postes de décision ont été déjà réalisées et d'autre part, dans la description générale du projet, il n'y a pas d'activités qui pourraient répondre aux conditions existantes. D'autres indicateurs (R1.4 et R2.4 par exemple) pourraient mieux appropriés pour l'amélioration de la représentation des femmes dans le secteur.

## 3.8 Indicateur R1.4

### *“pourcentage des femmes paysannes relais”*

#### Hypothèses d'impact

Compte tenu des spécificités culturelles des femmes qui réagissent de façon timide et précaire face à des hommes qui ne font pas partie de leurs structures familiales, les productrices préfèrent d'être formées par d'autres femmes plutôt que par des producteurs masculins. Au cours de l'examen des indicateurs, nous avons donc proposé d'ajouter cet indicateur au cadre logique existant ce qui permet d'intégrer en plus une perspective féminine qui a le potentiel d'améliorer la qualité de la sensibilisation des femmes productrices.

#### Résultats de l'échantillon

Le pourcentage total des femmes de l'échantillon est, en termes absolus, faible avec 14% (56 sur 404). Cependant, il est considéré suffisamment élevé par rapport aux attentes exprimées d'avoir une présence féminine de 5% sur l'ensemble des producteurs de cacao (comme suggéré précédemment par les partenaires du projet).

La plupart des femmes de l'échantillon sont devenues productrices de cacao par héritage des terres qui ont été déjà utilisées pour la production de cacao. (Elles ont, tout simplement, pris la terre de leurs parents lorsque ceux-ci sont morts). Par ailleurs, certaines femmes ont déclaré avoir reçu des terres de leurs maris ou d'autres membres de la famille de sexe masculin dans le but de leur fournir un revenu indépendant.

Figure 7: Types d'producteurs (série de données n° 1)

	Homme	Femme
Producteur Paysan Relais	56	4
Producteurs simples	286	52
Fournisseurs de services	25	0

Comme présenté dans le présent échantillon, la plupart des femmes sont de simples productrices. Seulement 7% sont des femmes paysannes relais sans aucune femme comme "fournisseur de services agricoles".

Figure 8: Participation à des formations en BPA (séries de données N° 1 et 2)

	Homme	Femme
Avez-vous participé à des No formations sur les BPA	42	16
Yes	305	40

Cette figure montre que seulement 71% de femmes ont participé à des formations sur les bonnes pratiques agricoles alors que 88% des hommes qui en ont bénéficié.

Ce pourcentage devient critique lorsqu'on considère les résultats de la deuxième série de l'échantillon. En effet, seulement 15% des femmes interrogées ont participé à une formation des pratiques agro-alimentaires.

A cet égard, certains commentaires avancés par les femmes ayant participé aux groupes de discussion (focus groupes) peuvent aider à expliquer ce taux relativement bas. En effet, un certain nombre de femmes ont déclaré ne pas avoir participé à des formations parce que la plupart des formateurs sont de sexe masculin. Elles ont indiqué qu'il pourrait être plus facile pour elles d'assister à des telles formations si les formateurs de sexe féminin sont plus présents.

### Lien avec les activités du projet

Dans les documents de planification du projet en cours, il n'y a pas d'intention spécifique pour former des femmes en tant que paysannes relais. Toutefois, ceci pourrait être un ajout sans encombre aux activités prévues, qui comprennent déjà un cours général de BPA et des formations professionnelles pour les chefs d'exploitation, et ce, en accentuant le ciblage des femmes en particulier.

### Conclusions à la lumière des observations

Le manuel de projet actuel propose de former 400 paysan relais qui à leur tour devrait encadrer 20.000 producteurs. Fixer un objectif de former au moins 20% des femmes (c.à.d. 80 femmes) en tant que paysannes relais constituerait certainement un bon point de départ pour atteindre plus d'égalité des sexes.

Cependant, il est important de garder à l'esprit que les femmes ne représentent que 14% de tous les producteurs de l'échantillon considéré. Par conséquent, la formation d'un plus grand nombre de femmes pourrait mettre plus en valeur le rôle qui leur est attribué par le projet et pourrait éventuellement avoir un effet de diffusion positif qui se traduirait par le fait que, d'abord, les femmes se sentiraient plus concernées et encouragés à devenir membres des sociétés coopératives, puis dans une seconde étape, à assumer des postes de responsabilité au sein de ces sociétés coopératives.

### Recommandations et objectifs

L'objectif doit être la formation de 20% des femmes en tant que paysanne relais avec, idéalement, l'engagement de ces femmes d'une manière officielle dans des sociétés coopératives.

Etant donné que les femmes productrices ne représentent qu'environ 14% de l'échantillon, il serait judicieux de former un pourcentage de femmes plus important que leur représentation naturelle dans l'échantillon. Cette mesure pourrait attirer particulièrement les femmes à participer aux formations offertes et pourraient inclure des formations de sensibilisation à l'attention des femmes productrices afin qu'elles assimilent, d'abord, les avantages de devenir un paysanne relais (haute estime, revenu supplémentaire, etc.) pour ensuite renforcer méthodiquement le rôle joué par les femmes dans la chaîne de valeur.

### 3.9 Indicateur R2.1

***“XX% des producteurs de sexe féminin et masculin ont augmenté le rendement de la production de cacao par XX%”***

#### Hypothèse d'impact

Comme l'indicateur O1 une lacune importante pour les producteurs de cacao est la faible productivité de leurs plantations résultant parmi autres de l'application limitée des BPA. Le manque de connaissance des BPA a été supposé comme étant à l'origine de cette application limitée des BPA. Suivant cette même logique, la formation des producteurs aux BPA devrait se traduire par une meilleure application de ces bonnes pratiques sur le terrain et, par conséquent, par une augmentation des rendements du cacao.

#### Observations de l'échantillon

Les producteurs ont été questionnés sur a) la taille de leurs exploitations et b) la quantité de leur production de cacao dans la dernière saison de 2014-2015. Le mesure a porté non seulement sur leur production annuelle mais aussi sur l'unité de mesure des grains de cacao (les options de réponses étaient par exemple kg ou sacs de 75/80 kg) et sur le revenu qu'ils génèrent à partir de cette activité. Les enquêteurs ont été chargés de recouper les différentes réponses afin d'assurer une bonne compréhension des proportions et d'identifier les fausses réponses (valeurs/chiffres) que les producteurs pourraient fournir. Par ailleurs, l'enquête a été réalisée sur la base de la mémoire des interviewés (demander aux producteurs des informations concernant leur production de l'année dernière qui date déjà d'une année). C'est pour cela que tous les chiffres recueillis concernent uniquement la personne interrogée (en lui demandant d'exclure les rendements qui auraient pu être générées par d'autres membres de la famille).

Les informations collectées ont révélé que les producteurs de l'échantillon produisent en moyenne 323 kg / ha avec une possession moyenne de 5,81 hectare par interviewé. Cette donnée a été comparée avec les informations de la Fondation Mondiale de Cacao qui évoque une productivité africaine moyenne de 300-400 kg par hectare. Comparé à cela, la moyenne asiatique citée est de 500kg / ha soit 200 kg plus élevé qu'en Afrique.

Figure 9: Application des BPA (série de données n° 1)

	Case Summary					
	Cases					
	Valid		Missing		Total	
	N	Percent	N	Percent	N	Percent
GAP Young Farm <sup>a</sup>	86	21,3%	318	78,7%	404	100,0%
GAP Adult Farm <sup>a</sup>	401	99,3%	3	,7%	404	100,0%

a. Group

L'hypothèse est que la productivité des exploitations de cacao augmente avec une bonne application des bonnes pratiques agricoles (désherbage, taille, gestion des ravageurs et des maladies, gestion de l'ombrage, procédures de récolte, application d'engrais, réhabilitation et replantation) tel que recommandé par le CCC. Pour savoir si les producteurs ont en effet appliqué les pratiques nécessaires, ils ont été interrogés sur les pratiques qu'ils ont appliquées dans leurs exploitations et avec quelles fréquences. A cet effet, les enquêteurs avaient reçu l'instruction de ne pas les citer mais juste de noter les pratiques que les producteurs ont nommées de façon indépendante.

Les réponses ont montré que la plupart des producteurs connaissent différentes pratiques agricoles et savent bien quand et comment les appliquer, sauf qu'en pratique, il s'est avéré que les producteurs n'appliquaient que celles qui sont premièrement pas chères et deuxièmement faciles à mettre en œuvre. Concrètement, la plupart des producteurs réalisent des pratiques de désherbage, de taille et

de gestion des ravageurs et des maladies sur leurs parcelles. Au cours des échanges des groupes de discussion, il a été révélé que le CCC fournit des pesticides gratuitement aux producteurs à raison de la quantité d'un hectare producteur. Pour quelques producteurs avec de petites fermes, ceci pourrait être suffisant pour appliquer les pesticides selon la fréquence recommandée mais pour les autres cela conduit à des applications en dessous des recommandations. En plus, Il y avait une idée commune qu'on n'applique dans les parcelles que ce qui a été fourni gratuitement. Cependant, il est aussi clair que le potentiel d'augmentation des revenus ne peut être réalisée qu'une fois toutes les bonnes pratiques ont été appliquées d'une manière appropriée.

### Lien avec les activités du projet

Le concept du projet s'est fortement focalisé sur la formation en matière de BPA en supposant que les producteurs auraient besoin des connaissances pour comprendre comment cultiver. Le projet n'a pas prévu d'activités qui peuvent servir à approvisionner les producteurs avec des engrais ou encore des ressources financières ne sont pas prévues qui, selon les résultats, semblent être parmi les véritables inhibiteurs d'application de BPA.

### Conclusions à la lumière des observations

Partant des difficultés des producteurs à acquérir des intrants (qui peuvent amener à une augmentation de la productivité plus importante que celle provenant de la simple application des BPA), il est supposé que le meilleur scénario soit une application totale du package des BPA (y compris l'application des intrants) comme mentionné plus haut. La Fondation Mondiale de Cacao a estimé qu'une application des BPA à l'exception des engrais peut atteindre une augmentation de 50% de la productivité par rapport à la situation de départ.

### Recommandations et objectifs

Dans le cas des producteurs du projet PRO-PLANTEURS qui commencent avec une productivité de 323 kg/ha et en étant prudents en considérant qu'une partie des producteurs n'applique pas les BPA selon les recommandations, l'objectif pourrait être d'atteindre une productivité de 450 kg/ha traduisant une augmentation de 32%. Cette valeur cible reste en dessous de la moyenne mondiale de 500 kg (10%) mais en tenant compte des obstacles, elle reste une cible ambitieuse.

Étant donné que les producteurs de l'échantillon possèdent en moyenne et individuellement des terres d'une superficie de 5,81 ha, cet objectif se traduit par une augmentation annuelle moyenne de la récolte de 738 kg.

## 3.10 Indicateur R 2.2

***“Nombre des organisations de producteurs qui intègrent systématiquement dans l'offre de services aux membres, les recommandations relatives aux BPA, au matériel végétal sélectionné, aux engrais ainsi qu'aux mesures d'amélioration”***

### Hypothèse d'impact

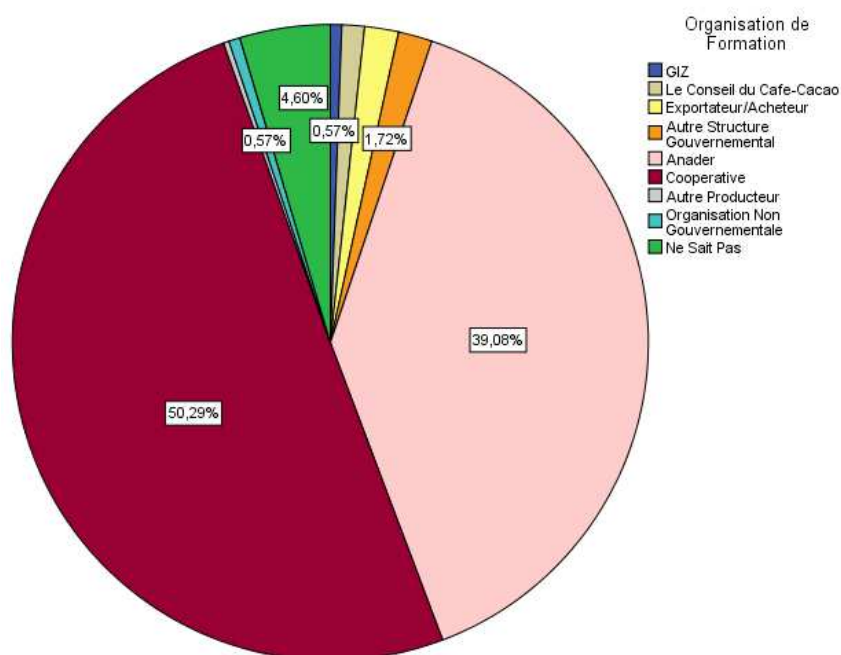
La compréhension est que cette hypothèse d'impact suit la même logique sur laquelle est basée l'indicateur R2.1 à savoir : les producteurs vont augmenter leurs rendements s'ils comprennent et mettent en œuvre les bonnes pratiques recommandées. L'un des acteurs les mieux placés pour promouvoir les bonnes pratiques seront les différentes sociétés coopératives puisqu'elles sont étroitement liées avec les producteurs et constituent ainsi des structures idéales pour partager et diffuser les connaissances. Les organisations de producteurs peuvent être considérées comme un catalyseur pour distribuer et multiplier l'apprentissage et les innovations d'une manière efficace et totale.

Il est clair que l'orientation vers cet impact se fonde sur l'hypothèse que le problème d'une application limitée des BPA par les producteurs est le résultat d'un manque de leur connaissance qui dès qu'il est comblé conduira à une application idéale des pratiques sur le terrain.

### Observations de l'échantillon

Plusieurs sociétés coopératives ont donné une bonne impression lors de l'exécution de l'étude de base. Plusieurs d'entre elles ont été très intéressées et mettent en œuvre des services qui ne se limitaient pas à la commercialisation du cacao mais aussi le café ainsi que d'autres cultures génératrices de revenus.

Figure 10: Prestation de formation sur les BPA (série de données n° 1)



En termes d'interaction avec leurs membres, elles ne se limitent pas de recommander l'application des BPA mais, en fait, forment les producteurs à une bonne mise en œuvre de ces pratiques. Un bon nombre d'entre elles sont même allées un peu plus loin avec une fonction sociale en jouant le rôle de fournisseur de services financiers à travers des prêts d'argent aux producteurs pour différentes occasions telles que les frais de scolarité, les frais de soins de santé ou d'événements sociaux (funérailles ou mariages).

### Lien avec les activités du projet

Les documents du projet prévoient d'importants plans d'activités réalisées avec les sociétés coopératives en les utilisant comme jonction pour atteindre les producteurs.

### Conclusions à la lumière des observations

Beaucoup de sociétés coopératives ont des structures suffisamment solides sur le terrain qui travaillent en étroite collaboration avec leurs membres obtenant ainsi de notes élevées lors des interviews réalisés relatifs à la qualité de leurs services.

La plupart d'entre elles sont conscientes que la vente du cacao est un jeu de nombres dans lequel seules les organisations réussissent qui peuvent atteindre des économies d'échelle et peuvent tirer profit de certaines niches de marchés comme par exemple ceux des produits certifiés qui ne captent qu'environ 0,5%<sup>15</sup> du marché total ainsi que les diverses certifications qui en sont offertes.

<sup>15</sup> ICCO (2016): <http://www.icco.org/about-cocoa/chocolate-industry.html>

Cependant, malgré le bon travail que les sociétés coopératives mettent en œuvre sur le terrain, elles ont souvent encore du mal à joindre les deux bouts et à travailler d'une manière profitable.

### Recommandations et objectifs

Etant donné que la plupart des coopératives dépassent déjà les exigences minimales en matière de prestation de services et assurent effectivement des formations au profit des producteurs dans les disciplines respectives, cet indicateur ne semble pas être très pertinent.

L'indicateur devrait être ajusté pour couvrir des obstacles importants comme la rentabilité, sinon retiré.

## 3.11 Indicateur R2.3

***“au moins 30% des participants aux formations sur l'augmentation de la productivité, FBS, CCE, IPM ou la biodiversité sont des femmes”***

Il s'agit d'un indicateur d'activités. Il n'a pas été concerné par l'étude de base.

## 3.12 Indicateur R2.4

***“XX jeunes entrepreneurs sont formés et spécialisés dans la prestation de services dans le secteur du cacao (taille d'arbres, greffage, gestion professionnelle de pépinière, gestion intégrée des ravageurs)”***

### Hypothèse d'impact

La durabilité du secteur de cacao dépend de la régénération de sa population à savoir l'inclusion et l'encouragement des jeunes membres à soutenir la pratique de la culture du cacao. Nombreux producteurs de cacao qui possèdent la terre et génèrent des revenus sont âgés (ayant plus de 40 ans) et empêchent les jeunes générations d'être intéressés et engagés dans le secteur.

Le projet a identifié les services dans le secteur comme une activité rentable qui peut offrir un potentiel de revenu aux jeunes en leur offrant des moyens de subsistance dans le même environnement que leurs parents.

### Observations de l'échantillon

La structure d'âge de l'échantillon montre que 25% des personnes ont 40 ans ou moins (qui ont été définies comme étant de jeunes agriculteurs). Seulement 6%, soit 25 personnes, de l'échantillon ont annoncé qu'ils sont des prestataires de services. De ces 25 personnes, seulement 7 sont de jeunes prestataires de services et personne de ces 25 est une femme.

Pendant les discussions en groupes, les jeunes producteurs ont affirmé leur intérêt pour la production de cacao. Des discussions ont eu lieu sur la thématique d'accès à la terre et les difficultés générées par cette question que rencontrent les jeunes producteurs pour réaliser leurs propres projets.

La propriété des terres passe aux jeunes sous forme d'héritage. Les jeunes producteurs sont obligés d'attendre le décès de leurs ascendants pour pouvoir accéder à la propriété des terres agricoles. A ce moment, les jeunes producteurs seront âgés et ont probablement choisi d'autres métiers. D'ailleurs, beaucoup de jeunes ont déclaré qu'ils sont allés tenter leur chance dans les villes où ils espéraient un revenu rentable, et au moment où ils héritent la terre, ils seront souvent âgés de 40 ans et plus.

Figure 11: Structure d'âge des prestataires de services dans l'échantillon (série de données n° 1)

Groupe d'âge	Age de 30-40	Age de 41-60
Fournisseur de service		
Nombre	7	18



En même temps, les participants aux rencontres des groupes de discussion ont signalé que malgré leur intérêt à devenir des fournisseurs/prestataires de services pour la taille d'arbres, le greffage, la gestion professionnelle d'une pépinière et pour la gestion intégrée des ravageurs (certains ont même été dans la position avant) ils ont été confrontés à des contraintes qui rendent difficile une prestation de services réussie et rentable à des producteurs.

Les contraintes qui ont été signalées sont 1) la situation financière des producteurs de cacao qui finissent par ne pas payer les services qu'ils ont reçus et 2) les considérations culturelles qui empêchent les gens d'autoriser des personnes étrangères à accéder à leurs terres. Les contraintes financières ont été particulièrement soulevées lors des discussions des 'focus groupe' lorsque les producteurs ont signalé plusieurs incidents où ils n'ont pas été payés pour les services effectués. Certains ont même essayé de mettre en place, des relations de collaboration commerciales avec les jeunes producteurs de la région mais ont indiqué que, finalement, ils avaient arrêté de fournir leurs services en raison de la non-viabilité de telles relations.

Ils ont, en outre, indiqué qu'ils sentent qu'ils ont une connaissance insuffisante de la planification et de l'exécution des activités nécessaires à la réussite d'une unité d'exploitation commerciale.

### Lien avec les activités du projet

Le document de base du projet a identifié une activité qui se concentre sur la formation de 300 jeunes entrepreneurs en tant que fournisseurs/prestataires de services dans la gestion des pépinières, la taille des arbres, la pulvérisation de produits chimiques agricoles et la fourniture de conseils techniques. Aucune approche genre n'a été spécifiée.

### Conclusions à la lumière des observations

Seul un petit pourcentage de producteurs fournit des services de façon commerciale, le fait de travailler à accroître ce pourcentage offre un grand potentiel. Cependant, comme les contraintes identifiées sont plus larges que le manque de connaissances spécifiques, le projet devrait regarder de près les conditions précises qui empêchent les jeunes producteurs d'être des prestataires de services et ce, afin que l'acquisition des connaissances prévue puisse se traduire par un impact conséquent.

### Recommandations et objectifs

Les documents du projet précisent qu'un total de 300 jeunes devraient bénéficier de formation jusqu'à la fin du projet. L'opportunité devrait être saisie pour former 20% des femmes agricultrices, soit 60 femmes afin d'assurer que le projet atteindra ses objectifs relatifs au facteur genre.

80% de ces participants aux formations, soit 240 jeunes, devront finir par devenir des prestataires de services professionnels dans le secteur parmi lesquels se trouveront 50 femmes.

## 3.13 Indicateur R2.5

***“xx% de producteurs appliquent des systèmes agroforestiers incluant les arbres d'ombrage locales”***

### Hypothèse d'impact

Le cacao devient plus productif quand il est planté avec d'autres arbres. Ceci résulte du fait que certains types d'arbres ont un impact positif sur la qualité du sol tout en assurant en même temps l'ombre aux plantes sensibles de cacao en établissant ainsi un environnement qui est plus proche de l'écosystème naturel qui favorise la production de cacao.

Cependant la culture mono et le savoir limité des producteurs de cacao ont conduit à une situation assez fréquente où les arbres d'ombrage ont été coupés laissant ainsi de vastes étendues de terre où le cacao est le seul arbre cultivé.

Pour soutenir les producteurs à accroître la productivité de leurs plantations existantes le projet a identifié l'intégration des arbres d'ombrage recommandés.

### Observations de l'échantillon

88% des producteurs cultivent des arbres autres que le cacao sur leurs parcelles mais en très petit nombre. Au 50<sup>ième</sup> percentile ils cultivent uniquement 6 arbres par producteur (la taille moyenne l'exploitation par producteur étant 5,8 ha). Il est surprenant de constater que 74% des producteurs savaient quelles sortes d'arbres, autres que le cacao, poussaient sur leurs parcelles laissant croire une culture délibérée.

Figure 12: Distribution des arbres (série de données n° 1)

#### Statistiques

		Arbres autres que cacao	Nombre d'arbres	Cacao ha/personne
N	Valide	354	311	396
	Manquant	50	93	8
Moyenne			101,984	5,81
Médiane			6,00	4,00
Minimum			1,0	1
Maximum			2.980,0	39
Percentiles	25		3,00	3,00
	50		6,00	4,00
	75		14,00	7,00

Au cours des débats menés au sein du groupe de discussion les producteurs ont donné un feedback très positif à l'idée de planter des arbres d'ombrage à côté du cacao tout en étant conscients que cela permettrait d'améliorer les conditions de leur production de cacao.

### Lien avec les activités du projet

Le projet prévoit la distribution de 100.000 arbres sur cinq ans. Avec la population bénéficiaire actuelle de 20.000 producteurs, cela signifierait une moyenne de 5 arbres par producteur ou 1 arbre par hectare.

### Conclusions à la lumière des observations

La distribution de 5 arbres par producteur aurait pour objectif de doubler le nombre d'arbres d'ombrage (autres que cacao) par producteur, c'est-à-dire de porter ce nombre qui est actuellement de 5 à 10 arbres par producteur. Toutefois, si l'on tient compte du fait que chaque producteur exploite en moyenne 5,8 hectares, ceci signifierait la distribution d'un seul arbre supplémentaire par hectare ce qui ne permet pas l'obtention d'un ombrage complet.

Les producteurs, en tout cas, connaissant l'avantage de l'ombrage sur leurs terres et se feront un plaisir de planter les arbres d'ombrage qui leur sont offerts.

### Recommandations et objectifs

Il est recommandé de donner un nouvel examen à la notion d'un « système d'agroforesterie ». Actuellement la majorité des producteurs ont des arbres autres que le cacao dans leurs parcelles. Toutefois, d'un point de vue qualitatif, ces producteurs n'appliquent pas les systèmes d'agroforesterie simplement parce qu'ils laissent un nombre très limité d'arbres sur leurs parcelles.

Lors de la distribution des 100.000 arbres prévue par le projet, il serait une bonne décision stratégique de se concentrer sur quelques types d'exploitation et de créer un système d'agroforesterie qui leur est appropriée plutôt que de 'diluer' le nombre d'arbres disponibles sur un grand nombre de bénéficiaires. Des modèles d'exploitation peuvent par la suite être utilisés comme unités de démonstration à d'autres producteurs.

### 3.14 Indicateur R3.1

*“Nombre des ménages/familles cultivant le cacao qui ont diversifié/intensifié leurs productions au-delà du cacao”*

#### Hypothèse d'impact

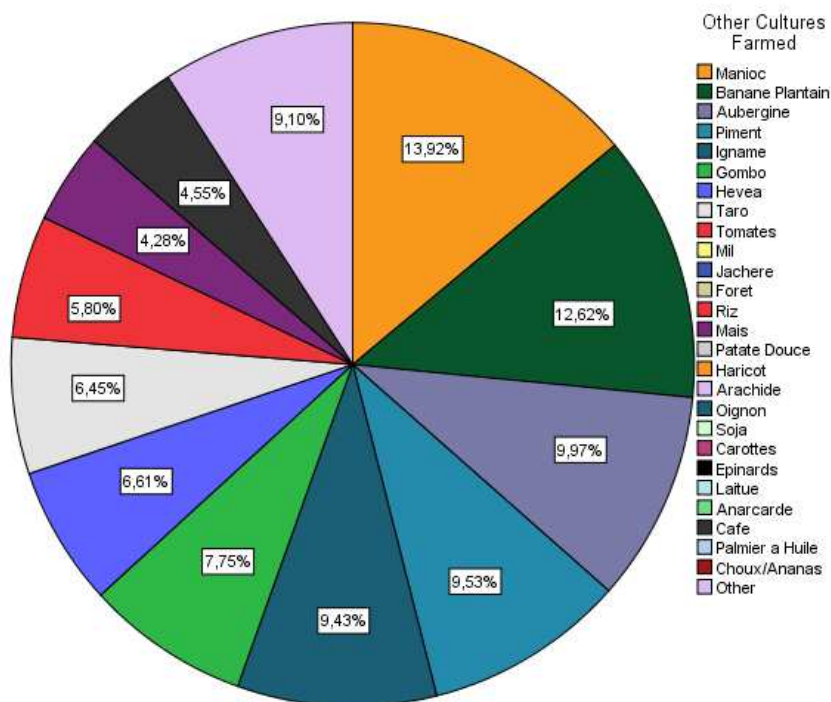
Avec le choix de cet indicateur, le document de base du projet suppose que les producteurs de cacao se concentrent principalement sur la production de cacao pour générer des revenus pour leurs familles. Les autres cultures vivrières moins considérées.

La réalisation d'une diversification des cultures devrait normalement conduire à (a) une augmentation du revenu et (b) une amélioration de la sécurité alimentaire.

#### Observations de l'échantillon

98% des ménages cultivent des cultures autres que le cacao. En effet, tel que décrit dans l'indicateur R3.2, les ménages de l'échantillon vendent plus des produits des cultures vivrières que du cacao en termes de valeur. Ce qui place la production des cultures vivrières comme une source essentielle du revenu familial.

Figure 13: Répartition des cultures cultivées (série de données n° 1)



La plupart des ménages préfèrent la culture du manioc et de la banane plantain suivie par les aubergines et les poivrons. Ce sont les cultures qui jouent un rôle majeur dans l'alimentation quotidienne de la population de sorte qu'en général les producteurs mangent directement ce qu'ils produisent. La production excédentaire est écoulee sur le marché.

La diversification des cultures dépend des saisons. Pendant la saison sèche et chaude, la récolte sur les champs ne survit généralement pas en raison du manque d'ombrage et d'eau. La plupart des producteurs rencontrés au cours de l'étude étaient conscients de l'énorme potentiel que la culture vivrière

tout au long de l'année pourrait avoir sur leur bien-être ainsi que l'opportunité commerciale qu'offre la vente des produits de ces cultures, particulièrement en contre-saison.

#### **Lien vers les activités du projet**

Le projet se concentre sur les interventions de formations sur les méthodes de production agricole. Cependant, le projet ne tient pas compte du fait que le plus grand obstacle qui a été observé ne semble pas être le manque du savoir-faire, mais plutôt la question fondamentale des conditions environnementales défavorables.

#### **Conclusions à la lumière des observations**

L'indicateur n'est pas perçu comme pertinent dans sa forme actuelle étant donné que presque tous les ménages diversifient déjà leur production, par conséquent, il n'y a pas un objectif valide à atteindre. Par ailleurs, plusieurs ménages ne gagnent pas suffisamment de leurs cultures diversifiées pour avoir un impact positif sur leurs moyens de subsistance.

#### **Recommandations et objectifs**

Nous recommandons d'éliminer cet indicateur.

### **3.15 Indicateur R3.2**

***“Au moins 50% des familles de producteurs formés produisent suffisamment d'aliments divers pour nourrir leurs familles et le bétail durant toute l'année”***

#### **Hypothèse d'impact**

Il a été constaté que les familles souffrent de pénuries de produits alimentaires ce qui entrave l'amélioration de leurs moyens de subsistance. Il est supposé que cette pénurie alimentaire est due au fait que les producteurs ne diversifient pas assez leur production au-delà de la production du cacao ce qui limite leur capacité de résistance et augmente leur dépendance de la production du cacao comme étant la seule source de revenu.

Les documents du projet PRO-PLANTEURS supposent que si les producteurs sont encouragés à cultiver d'autres produits en dehors du cacao ils obtiendraient automatiquement un revenu plus élevé grâce à cette diversification ce qui réduit leur dépendance au cacao et donc leur vulnérabilité.

#### **Observations de l'échantillon**

Comme indiqué pour l'indicateur R3.1, 98% des ménages s'engagent dans une diversification envers des cultures vivrières à un tel point que 62% arrivent à dégager un excédent de production qu'ils peuvent écouler sur les marchés locaux.

Par ailleurs, les réponses au questionnaire portant sur la nutrition ont révélé que 34% des ménages ont vécu des périodes pendant lesquelles ils n'ont pas eu accès à une quantité suffisante de nourriture pour nourrir les membres de leurs ménages.

7% des ménages ont répondu qu'ils étaient obligés de vendre des objets personnels ou emprunter de l'argent pour assurer l'alimentation des membres de leurs ménages. Ceci peut être une indication que malgré les efforts pour la diversification une proportion importante de l'échantillon ne parvient pas à générer assez de revenus pour subvenir aux besoins de leurs ménages tout au long de l'année.

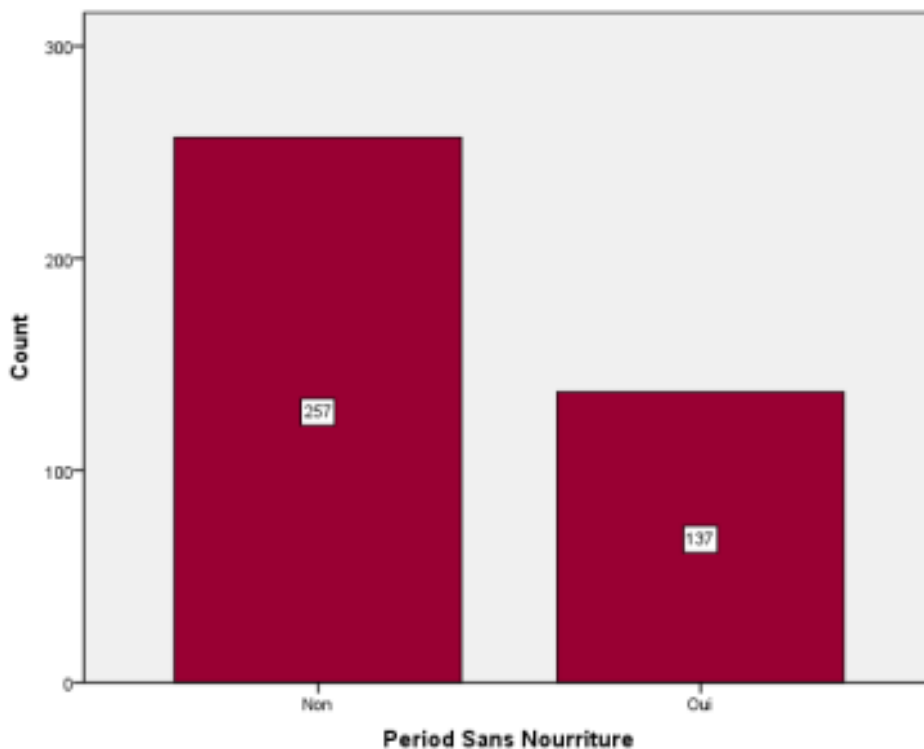
#### **Lien vers les activités du projet**

Le projet se focalise sur les mesures de sensibilisation des familles de producteurs sur l'opportunité de la diversification et une alimentation équilibrée.

### Conclusions à la lumière des observations

En ce qui concerne cet indicateur on peut dire que 64% des ménages ont déjà atteint une base nutritionnelle suffisante tout au long de l'année. Bien qu'il soit idéal d'augmenter ce pourcentage on devrait examiner les causes des pénuries alimentaires et si leur élimination est à la portée du projet.

Figure 14: Pourcentage des répondants ayant indiqué des pénuries alimentaires (Base de données 2)



Les résultats suggèrent que les causes des pénuries alimentaires pendant les périodes difficiles sont de nature systémique ce qui nécessite une intervention beaucoup plus globale. Cette intervention ne peut pas être réalisée dans le cadre d'un projet de court terme.

### Recommandations et objectifs

Ajuster l'indicateur afin de se concentrer sur les facteurs à l'origine des problèmes des cultures vivrières pendant la période difficiles (par exemple le manque d'eau).

L'hypothèse que les producteurs seraient dans une meilleure situation lorsqu'ils ont un revenu suffisant peut, bien sûr, être soutenue. Toutefois, et afin de réaliser cet objectif, les causes d'insuffisance des revenus des ménages doivent être éliminées. En se basant sur les observations, il s'avère que les producteurs sont conscients de l'opportunité financière de la diversification des cultures, mais il semble qu'ils n'ont pas les moyens nécessaires pour aboutir à une diversification qui leur offre assez de revenus pour assurer une sécurité alimentaire tout au long de l'année.

Un plan d'action pourrait être mis en place afin d'encourager les producteurs ou autres producteurs professionnels de cultures vivrières à vendre leur production pour subvenir à leurs besoins tout en mettant l'accent sur l'aspect commercial de leur activité. En tenant compte du fait que pendant les saisons difficiles la production des légumes est à court et que la demande de ces produits continue à exister, professionnaliser les producteurs qu'ils puissent gérer les défis environnementaux et maintenir une production suffisante de cultures vivrières tout au long de l'année pourrait donc se traduire par un impact positif et durable.

### 3.16 Indicateur R3.4

*“% et # des producteurs appliquant des pratiques améliorées pour les cultures vivrières”*

Cet Indicateur ne fait pas partie de l'évaluation de base.

### 3.17 Indicateur R3.5

*“Au moins 50% des familles de producteurs formés produisent des excédents des cultures d'alimentation nutritives ou des petits animaux qui sont commercialisés localement ou à travers les organisations paysannes”*

#### Hypothèse d'impact

L'hypothèse de départ du projet est que les producteurs ne cultivent et vendent pas des produits autres que les fèves de cacao. Permettre à ces producteurs de développer leurs cultures vivrières au-delà de leur propre consommation pour dégager ainsi une production excédentaire qu'ils pourront vendre sur le marché est donc supposé avoir le potentiel d'améliorer la capacité de subsistance des ménages.

#### Observations de l'échantillon

Habituellement les ménages vendent la production excédante de leurs besoins propres de consommation (excès de production). Comme indiqué dans l'indicateur R3.2, 98% des ménages sont déjà engagés dans la diversification avec un total de 62% des ménages qui dégagent et vendent un surplus de production.

Cela concerne en particulier les aliments périssables comme les tomates ou les aubergines, qui se décomposent facilement et ne peuvent pas être stockés pour une consommation ultérieure.

Cependant, les statistiques qui découlent de cet indicateur ne donnent pas une indication appropriée de la situation de vie des personnes. En effet, 34% de la population finissent toujours par ne pas avoir suffisamment de nourriture pendant les périodes difficiles de l'année.

Figure 15: Personnes vendant leur production (Base de données 1)

		Fréquence	%	% Valide	% Cumulatif
Valide	Invenu	144	35,6	36,5	36,5
	Vendu	250	61,9	63,5	100,0
	Total	394	97,5	100,0	
Manquant	Système	10	2,5		
	Total	404	100,0		

#### Lien avec les activités du projet

Formations sur les pratiques de diversification.

#### Conclusions à la lumière des observations

Il est devenu évident que la vente de la production excédentaire sur les marchés locaux est un comportement naturel des producteurs visant à éviter de perdre la valeur de ce qu'ils ont produit.

Par ailleurs, une augmentation du pourcentage des producteurs vendant leurs produits ne permet pas d'atteindre l'objectif du projet à améliorer l'alimentation. Cela est dû au fait que les cultures vivrières

destinées à la consommation ne sont disponibles que pendant les périodes abondantes où les marchés sont déjà pleins de légumes frais alors que les revenus dégagés à partir de cultures diversifiées n'arrivent pas à couvrir l'année entière.

### Recommandations et objectifs

Les réalités qui déterminent les conditions de vie des producteurs du cacao sont multiples et complexes. Leur permettre d'avoir suffisamment de nourriture de qualité tout au long de l'année a sûrement un lien avec leurs activités agricoles plus précisément avec le revenu qu'ils tirent de la vente de cultures de rente et vivrières.

Cependant, cela implique clairement des facteurs autres que la simple vente de produits et doit être observé plus en détail et avec une attention particulière au niveau des revenus générés par les cultures vivrières - comme déjà indiqué sous l'indicateur O2.

Si les producteurs avaient assez de revenus provenant des produits autres que le cacao ils seraient capables de nourrir leurs familles en achetant au marché ce qu'ils ne peuvent pas produire eux-mêmes. Et comme le montre l'indicateur O2, les familles de producteurs réalisent un revenu à partir des cultures vivrières comparable, même supérieur, à celui généré à partir de la production du cacao.

Il pourrait être dans l'intérêt du projet de commander une étude plus qualitative concernant un ensemble de producteurs choisis afin d'évaluer leurs conditions de vie et les opportunités ainsi que les menaces que représente la culture du cacao pour eux.

Dans sa forme actuelle, l'indicateur n'est pas pertinent, car il a été déjà atteint et devrait donc être écarté.

## 3.18 Indicateur R4.1

***“XX sociétés coopératives sont membres des plates-formes d'information pour partager les leçons apprises et les bonnes pratiques avec leurs communautés”***

### Hypothèse d'impact

Les sociétés coopératives agricoles sont des espaces où les expériences peuvent être partagées et discutées. Dans un secteur où le savoir-faire parfait est rare, la professionnalisation de ces coopératives et des modèles d'apprentissage peuvent mener à intensifier le partage des bonnes pratiques et la diffusion des 'success stories'.

En ce sens, l'un des objectifs du projet est la mise en place de plates-formes d'apprentissage dans le but d'amplifier l'apprentissage et la réussite.

### Observations de l'échantillon

Actuellement, il n'existe aucune plate-forme de communication comme celles que le projet espère développer. Le manuel du projet ne précise pas clairement les activités qui sont ciblées à cet égard ni les résultats directs attendus.

L'échantillon montre que la plupart des producteurs (85%) participent au moins une fois par an aux réunions de leurs propres sociétés coopératives. 60% disent y participer plus d'une fois par an.

Un pourcentage étonnamment élevé des producteurs (30%) disent participer au moins une fois par an à des réunions avec les producteurs des autres sociétés coopératives.

### Conclusions à la lumière des observations

Il y a sûrement un intérêt pour les producteurs à se rencontrer et échanger les expériences avec des membres de leurs propres sociétés coopératives ou bien d'autres sociétés coopératives. Cependant, avec le peu d'informations disponibles sur la façon dont cette plate-forme de communication sera constituée il est impossible pour cette recherche de déterminer un objectif.

## 4 Propositions pour un système de pilotage et de suivi

Un système de pilotage efficace doit permettre de mesurer les réalisations et les résultats (c.à.d. les changements souhaités) obtenus suite à la mise en œuvre des activités du projet.

Ce système doit en outre considérer son impact sur les différents partenaires et acteurs de la chaîne de valeur et l'utilité que les bénéficiaires et les autres parties prenantes peuvent tirer de ses interventions ainsi que les effets qu'il pourrait avoir sur son environnement à long terme. Ceci inclut les effets potentiels positifs qui n'ont pas été explicitement prévus au départ ainsi que les effets indésirables qui pourraient impacter négativement d'autres événements.

L'étude de base a fixé un point de départ pour les divers indicateurs et objectifs du projet et offre une orientation permettant de savoir à partir de quel point doit-on mesurer les résultats et les effets de ses interventions possibles.

Les résultats de la recherche de l'étude de base ont confirmé certaines attentes mais pas d'autres et à partir de ces résultats des ajustements dans la stratégie du projet sont envisagés et un plan opérationnel devrait suivre.

Le but à poursuivre devrait être d'atteindre les objectifs qui ont été proposées dans le cadre de la recherche de l'étude de base et de suivre leur évolution au cours des cinq années de la mise en place du projet.

Une proposition concrète d'un système de pilotage peut être trouvée à l'annexe II.

Dans tous les cas, un système de pilotage serait composé de "hardware" et "software". Le matériel se compose d'instruments de contrôle comme, par exemple, proposé dans l'annexe II. La partie software serait constituée par les procédures de suivi qui doivent être élaborées pour une mise en place efficace du système. Cela comprend la clarification des responsabilités, la mise en place des procédures, l'utilisation de l'information pour l'orientation et les feedbacks, etc.

Notre recommandation au projet est de prévoir le budget et les ressources en personnel pour le lancement du système et le maintien d'un suivi efficace.

## 5 Recommandations supplémentaires au niveau des domaines d'intervention principales

### 5.1 Productivité

La productivité actuelle des parcelles de cacao dans l'échantillon est très faible. Ceci confirme l'hypothèse initiale du projet selon laquelle l'augmentation de la productivité pourrait être un bon moyen pour augmenter les revenus des producteurs du cacao.

La faible productivité résulte généralement d'un certain nombre de facteurs tels que le manque d'utilisation des bonnes pratiques agricoles y compris les solutions mécaniques comme le désherbage et l'élagage ainsi que l'application d'engrais et la réhabilitation.

Certaines de ces pratiques sont faciles à appliquer mais coûteuses. Inversement, autres pratiques sont moins coûteuses mais leur mise en place est compliquée.

Comme on peut le constater à partir des données et des discussions, les producteurs sont favorables à adopter les BPA dans la mesure où elles sont à la fois (a) faciles à appliquer et (b) peu coûteuses. Ce sont deux conditions que très peu de BPA réunissent causant ainsi la non-adoption des BPA par les producteurs.

En cherchant des explications à ces observations, il est important de considérer le niveau des revenus des producteurs. Le revenu très faible par tête ne leur permettant pas de réaliser des bénéfices et par conséquent d'accumuler un fonds de réserve dont ils auraient besoin pour réaliser des investissements.

Le cacao étant une culture qui nécessite des ressources importantes et qui exige des investissements appropriés pour être productive. Avec les niveaux actuels de revenus, il n'est pas surprenant



que les producteurs ne réalisent pas une productivité élevée. Evidemment, ceux qui n'ont pas assez de moyens essaieraient de réduire leurs coûts quand c'est possible et, par conséquent, n'investissent pas dans leurs parcelles de cacao au risque de ne pas atteindre des rendements satisfaisants.

Les producteurs peuvent augmenter leurs revenus s'ils ont un accès suffisant aux engrais et aux produits phytosanitaires. Cependant, avec la situation actuelle, l'application des BPA se traduit plutôt par une réduction des revenus des producteurs menant à la fausse conclusion que l'application de ces BPA n'est pas rentable.

Les conditions nationales des prix, la taille des unités de production (économies d'échelle), la maîtrise des affaires, les structures générationnelles et bien d'autres conditions-cadres doivent être ajustées avant que le revenu des producteurs puisse être amélioré de façon durable.

Cette dynamique ne devrait pas changer dans un avenir proche tant que le mécanisme fondamental de la chaîne de valeur du cacao (par exemple la structure d'âges ou de sexes) et les conditions macro-économiques (par exemple des prix du cacao) ne sont pas en faveur des producteurs. Bon nombre de producteurs rencontrés au cours de cette étude sont conscients de cette situation mais avec leurs ressources limitées ils sont incapables de changer leur situation.

Ceci conduit à la conclusion que la formation des producteurs aux BPA n'a pas beaucoup de chance pour changer la situation actuelle. Parce que, tout simplement, ces producteurs ne disposent pas des moyens nécessaires à l'application de ces pratiques. Ceci est confirmé par le constat que la majorité des producteurs interrogés ont déjà participé à des formations sur les bonnes pratiques agricoles de cacao.

Il est intéressant de savoir, cependant, que la plupart des producteurs réalisent des revenus plus élevés grâce à la production des cultures vivrières qu'à partir du cacao et qu'en même temps il y a des pénuries alimentaires dans les régions.

En essayant d'adopter une approche semi-professionnelle dans leur production agricole, les producteurs finissent par passer leurs problèmes financiers à leurs fournisseurs de services (fourniture d'intrants, services de transport, approvisionnement régulier en nourriture, etc.) qui devraient faire face aux conséquences de l'insuffisance des profits dégagés par les producteurs et finissent par ne pas être payés. Ce qui, à son tour, empêche la spécialisation et le développement de ces services en premier lieu.

Le manque de moyens empêche ainsi le développement d'un 'écosystème' sain et autonome du cacao. Si le projet avait les moyens d'enquêter plus la recommandation serait d'évaluer la possibilité d'intégrer dans ses activités une composante consacrée à l'accès au financement dans laquelle serait discutée la question se rapportant à l'effet positif d'une mise à disposition de ressources financières suffisantes sur les différentes étapes de production de cacao.

Un axe d'intervention a été identifié comme étant l'encouragement des jeunes producteurs à devenir des fournisseurs de services. Ceci ne pourra fonctionner que si la chaîne de valeur parvient à générer suffisamment de revenus pour payer tous les intervenants. Toutefois et vu l'état actuel où les producteurs sont à la fois 'au four et au moulin' (culture du cacao et d'autres produits agricoles en même temps sur des petites parcelles avec de très faibles revenus réalisés) s'attendre qu'ils soient en mesure de s'émanciper par eux-mêmes et de maintenir une chaîne de valeur saine avec ses différents acteurs et prestataires de services est peu réaliste.

Par ailleurs, il a été constaté que les producteurs étaient capables d'obtenir des revenus importants grâce aux cultures vivrières. Evidemment, ces cultures posent certains défis et limites. Il pourrait être considéré de ne pas développer à la fois des cultures vivrières et du cacao mais de se spécialiser dans les cultures vivrières uniquement ce qui permettrait la concentration des efforts sur un seul objectif commercial. Cette recommandation est soutenue par plusieurs recherches<sup>16</sup> qui suggèrent que

---

<sup>16</sup> <http://www.fao.org/docrep/U8050T/U8050T06.HTM>, FAO, Immink and Alarcón (1991): Household food security and crop diversification among smallholder farmers in Guatemala

[https://www.researchgate.net/publication/275031635\\_Does\\_Crop\\_Diversification\\_Enhance\\_Household\\_Food\\_Security\\_Evidence\\_from\\_Rural\\_Ethiopia](https://www.researchgate.net/publication/275031635_Does_Crop_Diversification_Enhance_Household_Food_Security_Evidence_from_Rural_Ethiopia), Goshu, Kassa, Ketema (2012): DOES CROP DIVERSIFICATION ENHANCE HOUSEHOLD FOOD SECURITY? EVIDENCE FROM RURAL ETHIOPIA

la diversification dans une multitude de cultures n'a de sens que lorsqu'on peut assurer que les revenus générés par les cultures diversifiées compensent la sécurité alimentaire réalisée par le produit initialement cultivé. Ceci est particulièrement vrai pour l'introduction des cultures marchandes. Les produits cultivés qui ne peuvent pas être consommés par le producteur ont un potentiel important d'accroître le risque d'insécurité alimentaire au lieu de le réduire tels qu'il a été souhaité au départ (lors de la prise de décision de diversification). Certes, la génération de revenus à partir des cultures marchandes de cacao n'est pas encore très stable suggérant en plus que ceci augmente plutôt le risque d'insécurité alimentaire. D'une autre côté, les producteurs sont déjà très diversifiés avec un grand nombre de cultures produites y compris les cultures marchandes et vivrières. Ce que nous avons constaté est que les producteurs s'engageant dans une diversification d'activités n'arrivent pas à produire de façon recommandée et finissent ainsi par n'avoir ni les connaissances ni les ressources pour assurer un revenu stable. Nous considérons que ce résultat est assez fort pour recommander une évaluation plus poussée de la concentration sur les cultures vivrières ainsi que de la réduction du nombre de produits cultivés par ménage.

## 5.2 Cacao et nutrition

Comme il a été observé dans l'échantillon, les répondants ont un score nutritionnel suffisant par rapports aux critères définis par la FAO. Bien qu'ils n'aient pas tendance à consommer assez de racines et de tubercules (igname, manioc, plantain) ils mangent, cependant, d'autres groupes alimentaires atteignant ainsi un régime alimentaire assez solide et équilibré si on limite l'analyse aux groupes d'aliments consommés.

Néanmoins, il est important de noter que l'enquête a été réalisée en période d'abondance alimentaire et a porté sur la collecte d'informations relatives aux 24 heures précédentes uniquement. La situation devient beaucoup plus différenciée si on pose aux personnes interrogées des questions au sujet de la disponibilité de la nourriture durant les 12 mois précédents. Les réponses ont révélé qu'il y a des moments dans l'année où ces personnes ne pouvaient pas se permettre une nourriture suffisante en qualité et en quantité ce qui se produit généralement au cours de la période difficile de l'année.

Ce constat combiné avec le faible revenu et l'incapacité de ces ménages à produire des cultures vivrières tout au long de l'année est un indice clair d'une faible capacité de subsistance des ménages les laissant vulnérables aux chocs extérieurs et laissant les producteurs dans le dilemme de choisir entre avoir à vendre les biens de leurs ménages ou contracter des crédits forcés ou souffrir de manque au niveau de l'alimentation.

Deux solutions peuvent servir à changer cette situation (1) générer un revenu suffisant pour nourrir tous les membres du ménage tout au long de l'année ou (2) arriver à produire des aliments dans les périodes difficiles lorsque les autres sources de revenus sont épuisées.

Il y a une idée générale que la diversification pourrait être un bon outil pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Cependant cette hypothèse mérite d'être observée de près. Plusieurs rapports d'études<sup>17</sup> montrent que c'est exactement l'effet contraire que pourrait induire une telle diversification, surtout en l'absence de certaines conditions minimales. Ceci inclut par exemple le risque que le revenu provenant des cultures de rente ne soit pas suffisamment important pour pouvoir compenser la perte causée par les cultures vivrières qui auraient pu être produites. Et comme nous avons pu voir avec les producteurs de notre échantillon, la production de cacao ne garantit pas systématiquement la génération d'importants revenus. Ce que nous avons aussi observé est que les producteurs ayant beaucoup diversifié leurs cultures font plusieurs choses à la fois sans qu'ils aient la connaissance suffisante ou la capacité financière pour s'engager correctement. Ils finiront par une incapacité à réaliser des revenus significatifs et n'auront pas, par conséquent, les ressources financières pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Ainsi, diriger leur attention vers une professionnalisation des cultures vivrières produisant à la fois de la nourriture qui est en même temps commercialement

---

17

[https://www.researchgate.net/publication/275031635\\_Does\\_Crop\\_Diversification\\_Enhance\\_Household\\_Food\\_Security\\_Evidence\\_from\\_Rural\\_Ethiopia](https://www.researchgate.net/publication/275031635_Does_Crop_Diversification_Enhance_Household_Food_Security_Evidence_from_Rural_Ethiopia),  
<http://www.fao.org/docrep/U8050T/U8050T06.HTM>

vendable, est une proposition viable bien que cela nécessiterait des recherches avancées pour identifier le type exact de culture et les circonstances devront être encouragées.

### 5.3 Genre

L'autonomisation des femmes est un objectif central du projet PRO-PLANTEURS. Et en effet, lors de la collecte des données les producteurs de l'échantillon ont confirmé l'hypothèse qu'un déséquilibre de pouvoir existe entre les hommes et les femmes.

Tout d'abord, une grande partie de la charge de travail dans la production du cacao est supportée par les femmes qui cultivent et récoltent les fèves ensemble avec d'autres membres de la famille de sexe masculin. Elles ne sont pas représentées officiellement au niveau de la chaîne de valeurs, par exemple, en tant que membres des sociétés coopératives.

Certes, ce manque de représentation des femmes est dû au fait qu'elles ne possèdent pas leur propre terre réservée à la production du cacao, mais aussi aux cultures vivrières qui sont presque entièrement réalisées par des hommes. Et bien sûr, avec moins de 1 hectare de terre en moyenne, les opportunités pour développer des cultures vivrières à une échelle commerciale sont limitées.

Par conséquent les hommes conservent une grande part des revenus des ménages et les femmes sont reléguées au rôle du dépendant vivant sous le merci des hommes

Pour obtenir un impact significatif et pour permettre aux femmes d'obtenir leur juste part des revenus et d'influence formelle des changements drastiques dans les schémas sociaux traditionnels sont nécessaires ; l'accès à la propriété foncière étant sûrement au top de la liste. Alors que le projet ne peut pas évidemment réaliser cet objectif il peut cependant offrir des contributions qui pourraient avoir un effet d'entraînement.

Il a été, par exemple, observé qu'il y a peu de paysan relais de sexe féminin et aucun fournisseur de services est du sexe féminin. Les quelques femmes qui sont membres des sociétés coopératives et cultivent du cacao sur leur propre terre ont rapporté qu'elles se sentent découragées par l'absence des femmes dans la chaîne de valeur qui sert à réaffirmer leur statut 'exotique' de productrice.

Lors du choix des bénéficiaires des formations des paysan relais et des prestataires de services agricoles le projet doit garantir qu'une part équitable de femmes fait partie et que ces femmes sont dotées des connaissances nécessaires pour exécuter en toute confiance leurs rôles aspirés en tant qu'acteurs de la chaîne de valeurs.

Lors des débats au sein des groupes de discussion de nombreuses femmes ont estimé qu'il serait souhaitable d'avoir des leaders ou guide de sexe féminin, tout en estimant absurde, de jouer ce rôle par manque de confiance dont elles auraient besoin pour oser prendre même le premier pas.

Le repérage de femmes capables de se démarquer et d'agir en tant que leader serait une première étape que le projet peut mettre en œuvre. Par la suite, le projet doit les doter des fondamentaux qui leur permettront de défendre leur position en présence de leurs familles et amis de sexe masculins.

Dans une perspective de long terme, favoriser les femmes au bas de la chaîne de valeurs pour devenir par la suite plus actives et confiantes devrait sûrement aller de pair avec les ajustements politiques et sociaux permettant aux femmes d'occuper des postes et des responsabilités qu'elles n'ont pas pu atteindre auparavant.

Le fait que les femmes participent activement dans la chaîne de valeurs finira par leur permettre d'accéder aussi aux postes officiels comme le laisse entendre le personnel des sociétés coopératives qui suggèrent que le renforcement de la présence féminine pourrait également entraîner une représentation féminine plus forte éventuellement dans les niveaux de management plus élevés.

### 5.4 Considérations générationnelles

La population des producteurs est en effet âgée et n'offre pas aux jeunes un accès facile pour participer à la production de cacao à l'échelle commerciale. Comme c'est le cas pour les conflits basés sur le genre, ceci est dû au fait que les personnes âgées ont tendance à monopoliser la propriété des terres agricoles. Et à partir de ce que nous avons constaté, les jeunes auront des difficultés à évoluer et à devenir d'importants acteurs de la chaîne de valeurs tant qu'ils ne sont pas propriétaires.

La formation des jeunes producteurs pour devenir des prestataires de services agricoles (c.à.d. se concentrer sur les opportunités de revenus plutôt que sur la production de cacao) suggérée par le projet comme point de départ est une bonne idée. Cependant, comme d'ailleurs c'est le cas pour l'objectif de productivité, un examen soigneux doit être fait des interactions et interdépendances du secteur qui peuvent aider ou empêcher les jeunes producteurs à profiter réellement du savoir-faire acquis.

Les prestataires de services que nous avons rencontrés au cours de la phase de recherche ont indiqué que les producteurs de cacao dans leurs régions remplissent rarement leurs engagements de paiement au titre des services qui leur sont rendus. Ceci est évident car si ces producteurs peinent déjà à payer pour leur propre subsistance alors ils auraient une forte tendance à faire défaut sur les paiements de leurs fournisseurs de services.

Donc, avant de former 300 jeunes producteurs pour accéder à des entreprises de prestation des services agricoles, il devrait y avoir un plan solide sur la façon dont ces entreprises vont pouvoir générer des profits et devenir des acteurs efficaces dans la chaîne de valeur.

## 6 Conclusion

L'étude de base a été menée avec succès et est arrivée à un bon nombre d'idées et de concepts intéressants. Elle a été aussi en mesure de formuler des recommandations solides sur certaines questions d'importance stratégique pour le projet PRO-PLANTEURS. Des conclusions ont été tirées à partir des résultats de l'étude, des valeurs de base ont été identifiées et la plupart des indicateurs ont eu leurs valeurs cibles (voir par exemple O1 et O3).

D'autres indicateurs se sont avérés non-applicables, au moins, dans leur forme actuelle (voir par exemple indicateur R1.3 ou R3.2) et des propositions pour leur ajustement ont été faites.

Une troisième catégorie d'indicateur comporte ceux que l'étude a trouvés qu'ils ont été déjà réalisés et la recommandation a été de les éliminer du système de suivi du projet (exemple les indicateurs O4 et R3.1).

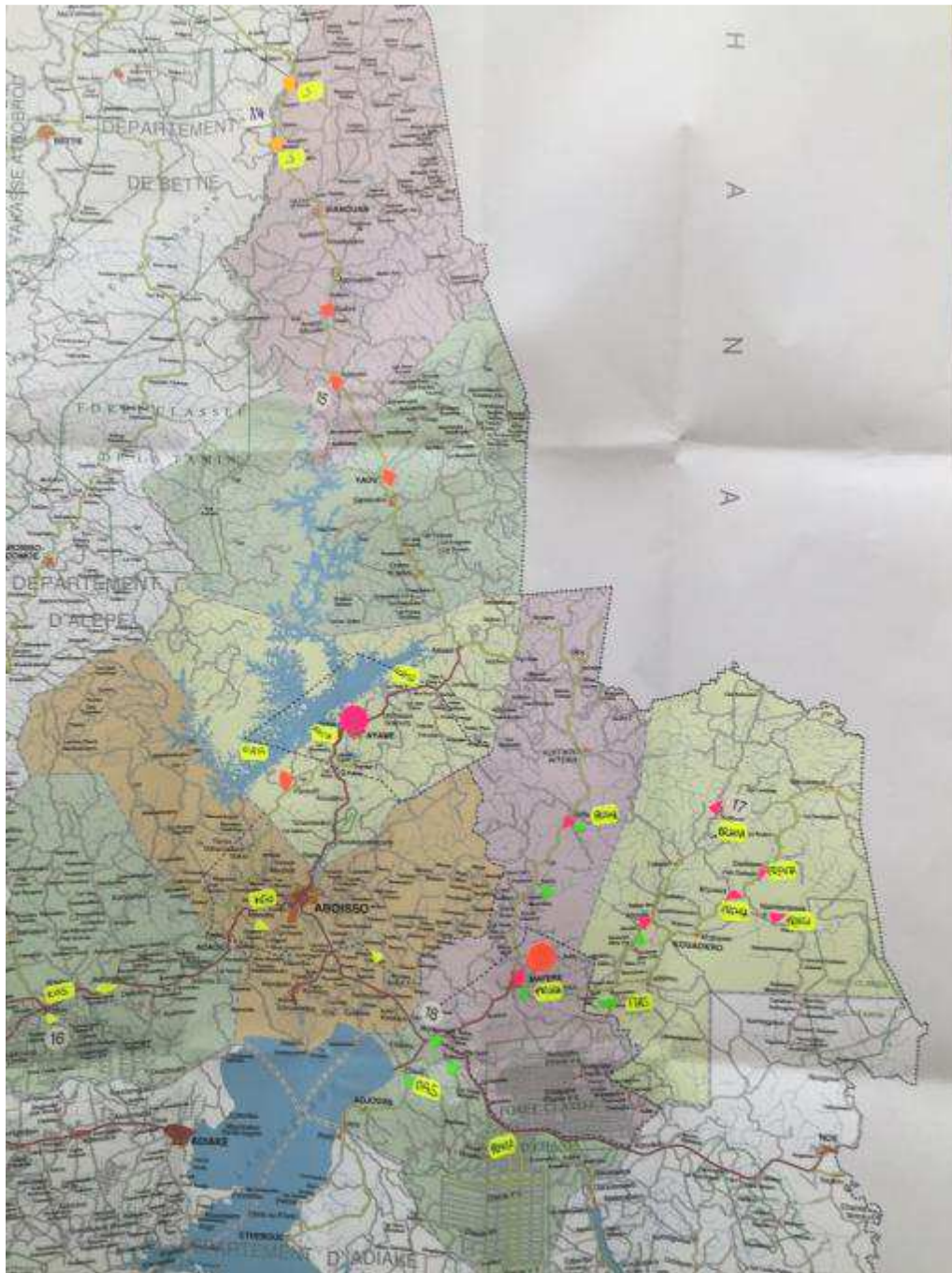
Il est important de noter qu'une étude de base ne fait que les premiers pas pour l'implémentation et le suivi du projet. Un suivi et une évaluation systématisés et réguliers des interventions du projet devront être assurés. Une évaluation à mi-parcours et à la fin devrait être faite pour informer le projet sur les effets négatifs possibles et des éventuels changements dans le contexte d'exécution du projet et qui nécessitent, éventuellement, des ajustements de ses activités.

En outre et si le budget du projet le permet, la collecte de données d'observations serait d'un grand apport au futur système de S&E, par exemple, le suivi d'un petit groupe de producteurs tout au long du cycle de vie du projet et la collecte de données qualitatives sur la façon dont ce projet a impacté leurs vies.

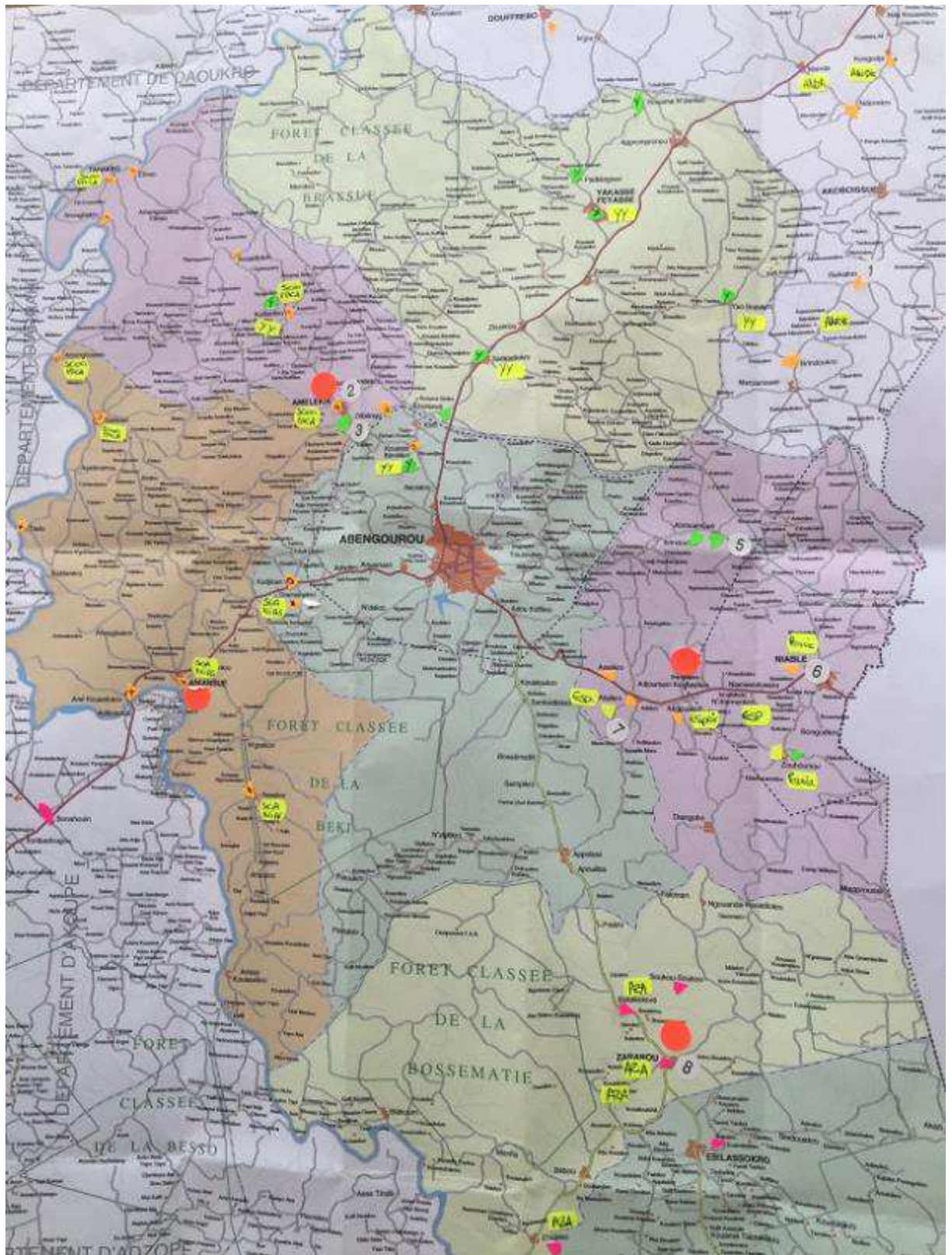
## 7 Annexe

### 7.1 Annexe I: Les cartes de les trois régions d'intervention

#### 7.1.1 Aboisso



### 7.1.2 Abengourou



### 7.1.3 Agboville



## 7.2 Annexe II: Les discussions des groupes focus

N°	Topic	Date	Société	Place	# Participants	Gender Balance	Age Balance	Questions Discussed
1.	Services of the Cooperatives	03. Feb 16	CAAM	Aboude-Mandeki, Agboville	8 Persons	6 men, 2 women	6 people above 40, 2 below	1. Which kind of services does your cooperative provide you with? 2. Do you estimate that those services are provided to you at a reasonable cost? 3. Are the services you receive conclusive or would you wish for additional support? 4. If you need additional support, what would be the most important points to tackle?
		10. Feb 16	COOPAZA	Zaranou, Abengourou	11 Participants	7 men, 4 women	All above 40 yrs	
2.	Application of GAP	03. Feb 16	CAAM	Aboude-Mandeki, Agboville	8 Persons	6 men, 2 women	6 people above 40, 2 below	1. Which are the good agricultural practices that you know of? 2. Which of those practices do you apply and which do you not apply and why? 3. Under which conditions would you be able to apply GAP's to the best of your knowledge?
		10. Feb 16	COOPAZA	Zaranou, Abengourou	11 Participants	7 men, 4 women	All above 40 yrs	
3.	Diversification of Crop Cultivation and other IGA's	04. Feb 16	SCAMA	Ayame, Aboisso	10 Participants	7 men, 3 women	3 below 40, 7 above	1. Which crops other than cocoa do you grow? 2. Which crops other than cocoa do you sell? 3. Which crops other than cocoa would you like to produce and where do you see its advantages? 4. What are your limitation to producing more and other crops?
		09. Feb 16	SCANIAS	Aniasue, Abengourou	10 Participants	5 men, 5 women	3 exactly 40 yrs, the rest above	
4.	The division of household income along gender lines	04. Feb 16	COOPRAMA	Maferé, Aboisso	6 Participants	All women	5 below 40 years, 1 above	1. Who in your household is in charge of finances? 2. Is there differences of who maintains the money for different sales? 3. Which is your principal expenditures and who covers for them
		08. Feb 16	ESPOIR	Angouakro, Abengourou	7 Participants	All women	1 below 40 years, 6 above	
5.	Auto-consumption of self-produced food crops	04. Feb 16	COOPRAMA	Maferé, Aboisso	6 Participants	All women	5 below 40 years, 1 above	1. Do you succeed to produce some or all of the crops that you eat? 2. If not, what are your obstacles to using your land to provide you with sufficient food? 3. When you produce crops – do you eat or sell them?
		08. Feb 16	ESPOIR	Angouakro, Abengourou	7 Participants	All women	1 below 40 years, 6 above	
6.	Management Positions in Cooperatives for Women	04. Feb 16	COOPRAMA	Maferé, Aboisso	6 Participants	All women	5 below 40 years, 1 above	1. Would you be interested in accessing a leading position at your cooperative? 2. If you were in charge – what would you change?
		08. Feb 16	ESPOIR	Angouakro, Abengourou	7 Participants	All women	1 below 40 years, 6 above	
7.	Needs of young farmers in the	09. Feb 16	COOPAAKO	Akoupe, Agboville	12 Participants	6 men, 6 women	10 max 40 years old, 2	1. Which type of activities related to cocoa are interesting for you as young farmers?

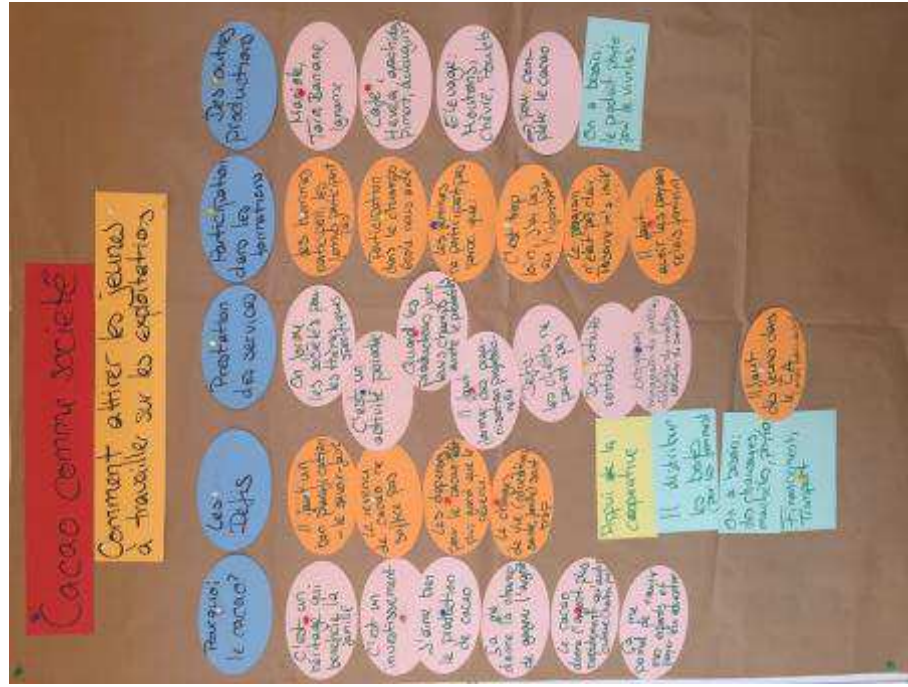


N°	Topic	Date	Société	Place	# Participants	Gender balance	Age Balance	Questions Discussed
	cocoa chain value	11. Feb 16	SCOOPAKA	Amelekia, Abengourou	10 Participants	5 men, 5 women	above 9 years old, max 40 above 1	<p>2. Do you have the impression that cocoa has the potential to provide you with a steady and lucrative income?</p> <p>3. Which crops other than cocoa would be interesting for you to venture into?</p> <p>4. How have you acquired your fields (inherited vs. bought)?</p> <p>5. Have you ever participated in any professional cocoa training and if not, where stems your knowledge of cocoa production?</p> <p>6. Would you consider becoming a professional service provider for cocoa related activities? If this also interesting for women?</p>

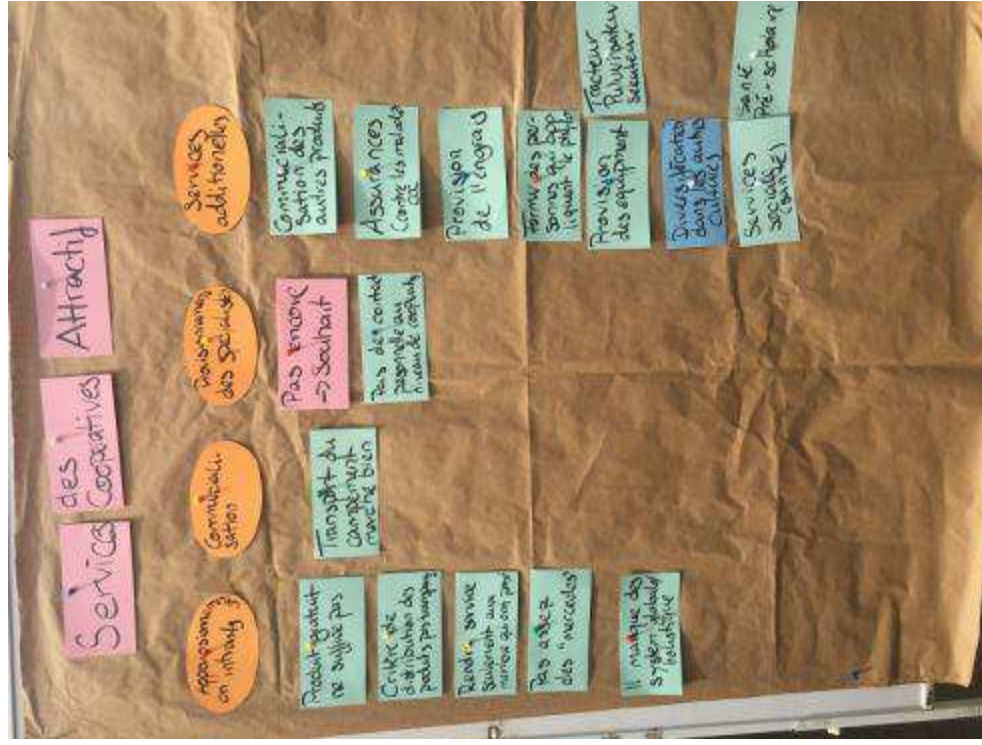
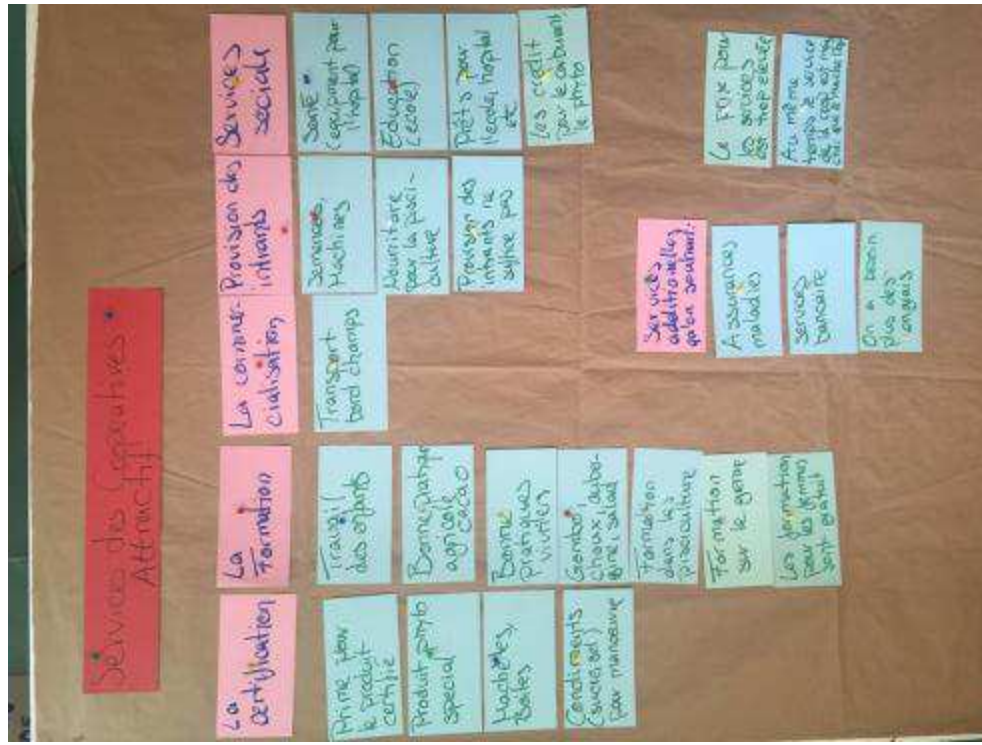
Topic	Results
1. Services of the Cooperatives	Good range of complimentary services as the provision of transport, inputs, trainings, credits etc. Participants assessed their coops a being very helpful and fair. Frequent complains about the limited availability of inputs as for example phytosanitary products
2. Application of GAP	They know all the GAP's in detail and have often received several trainings. However they apply only what produces immediate reward like post-harvest practices. They criticize most trainings for teaching skills but ignoring the main obstacles which are not skills related
3. Diversification of Crop Cultivation and other IGA's	Broad range of products (cassava, maize, aubergines, okra, pepper, yam, tomatoes, onions, rice, beans, ground nuts and rubber). Limited professionalization but some groups of youngsters specialise on commercial production. Repeating complaints about powerful obstacles (no access to water, heat, limited resources). However, farming seen as a big chance – if those obstacles can be tackled, perceived high income potential
4. The division of household income along gender lines	HH expenditures are shared between men and women, each taking care of different items (men of staple food, women of condiments) and some items shared. Most HH experience lean seasons when they cannot afford their usual standard products. Women don't know the exact income of their husbands but equally husbands don't know the exact income of their wives either
5. Auto-consumption of self-produced food crops	Almost all HH grow vegetables and/or animals for self-consumption. Production for self-consumption works well for certain months of the year (April – September). It does not work in the lean season (November – March) at all as the climatic conditions are unfavourable
6. Management Positions in Cooperatives for Women	Diffuse feeling that “things would change” if women had more to say however no consciousness for women specific needs and relating services. Limited qualification (education) to be able to apply for certain positions. Strong business interest – cocoa income generating activity. Flexibility to consider alternative methods as acting as service providers for certain agricultural activities. Expression of generational conflict à access to land only after the parent generation deceases
7. Needs of young farmers in the cocoa value chain	

### 7.3 Annexe III: Documentation des discussions des groupes focus

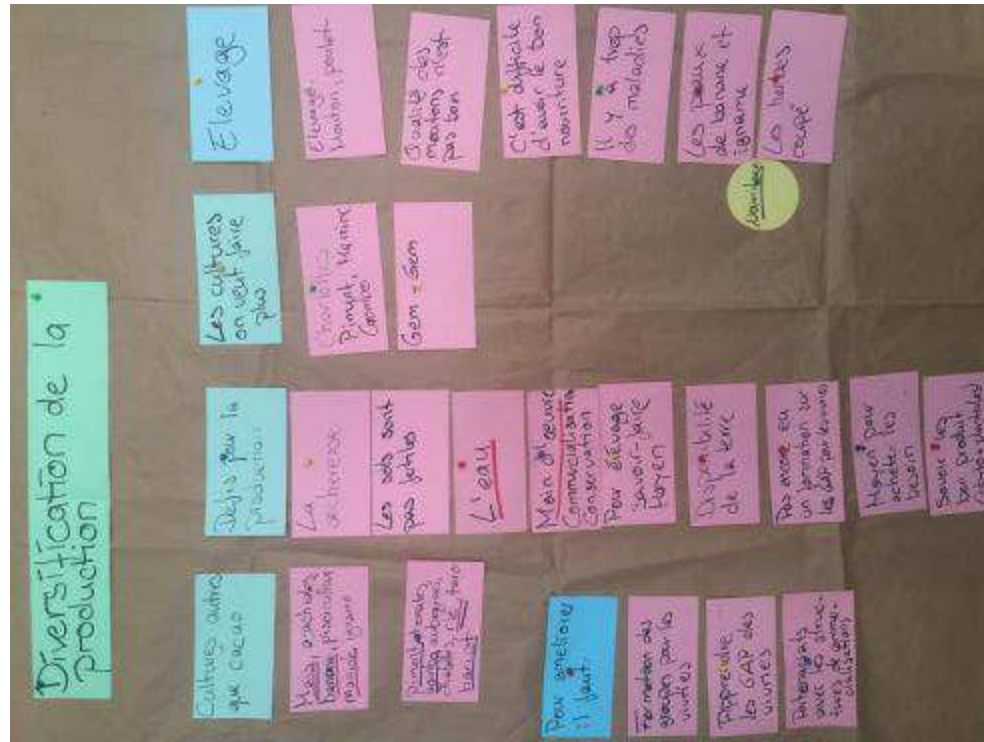
#### 7.3.1 Cacao comme société



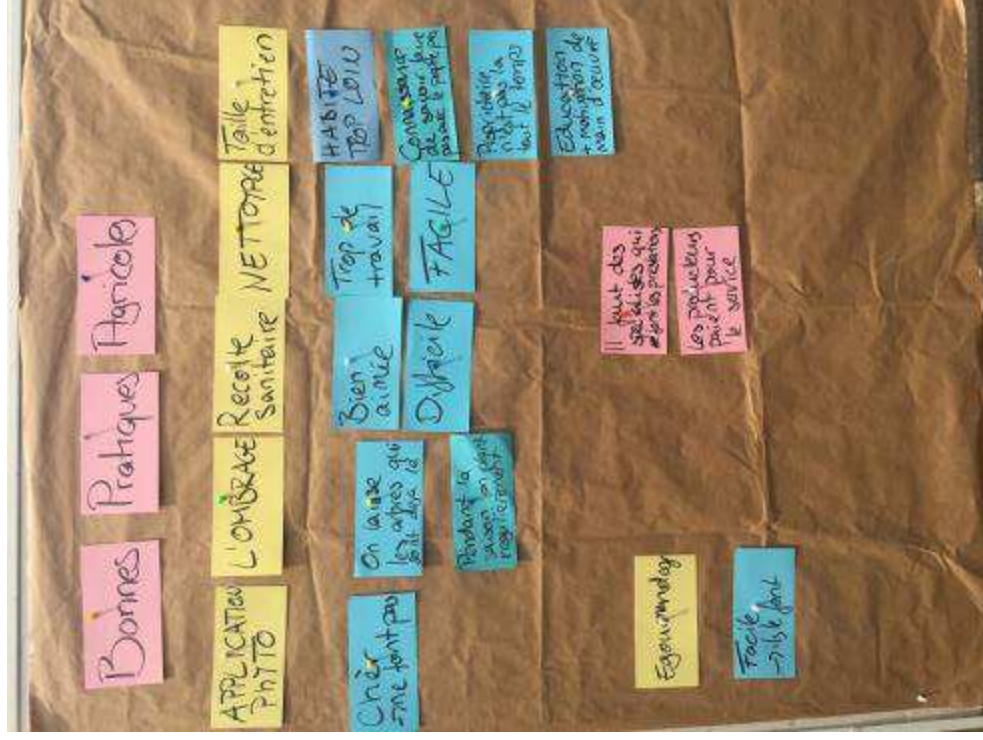
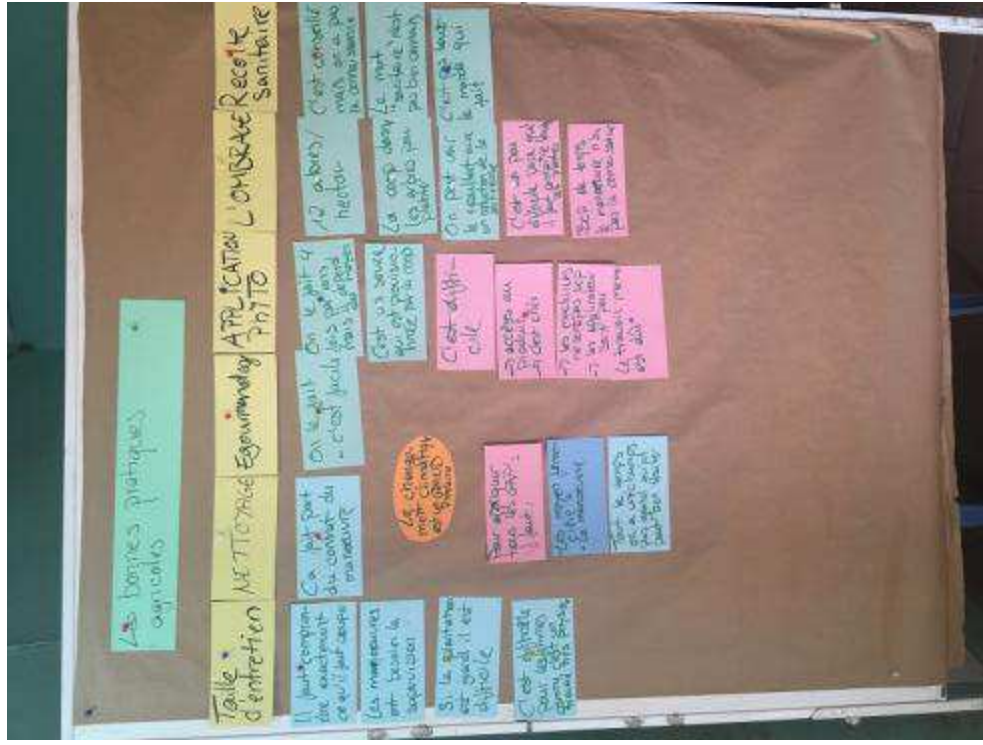
### 7.3.2 Services des coopératives



### 7.3.3 Diversification de la production

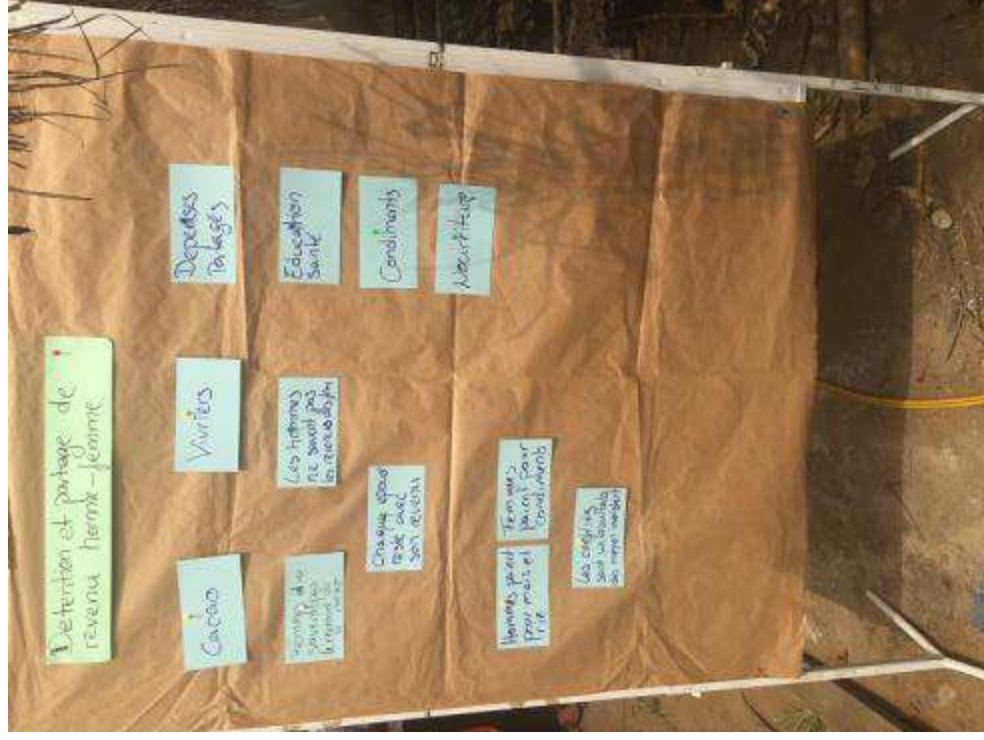
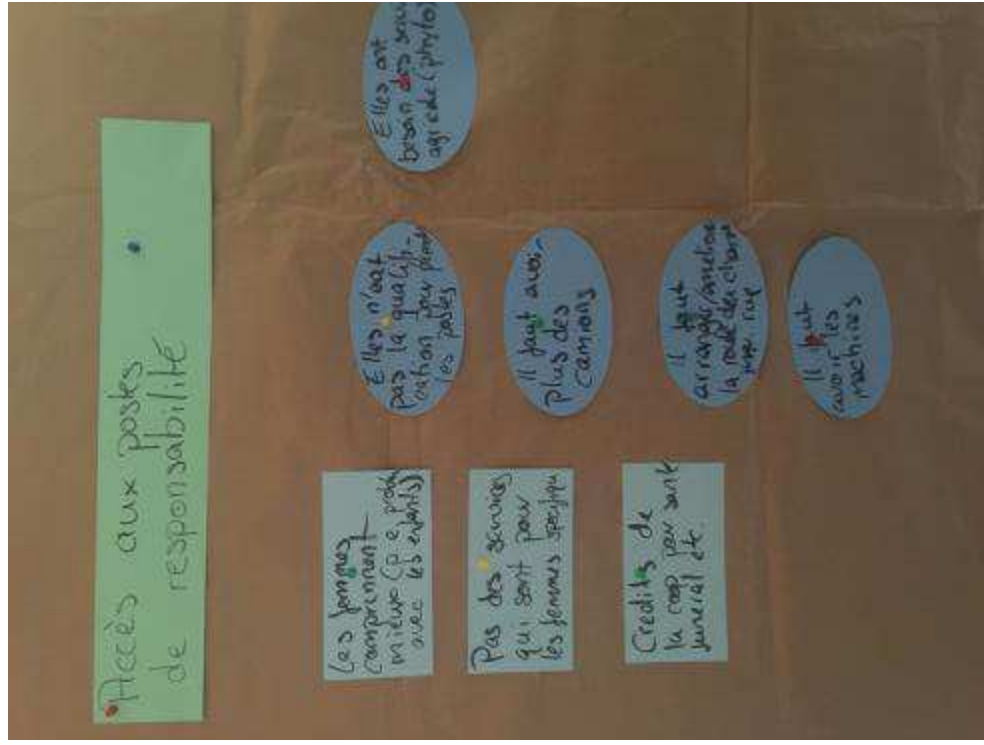


### 7.3.4 Les bonnes pratiques agricoles





### 7.3.6 Revenu homme/femme & accès aux postes de responsabilité

























## 7.6 Annexe VI: Présentation de l'étude de base

como/consult

PRO-PLANTEURS  
*Etude de Base de Référence*

PRO-PLANTEURS – *Professionnalisation des Producteurs de Cacao*  
Hamburg, October 2016  
Miriam Gyamfi, Nikolaus Roloff |  
Como Consult GmbH, Hamburg, Germany

